

CORONAVIRUS

Instruction du Premier ministre pour de meilleures conditions de gestion des dons

P. 24

CORONAVIRUS-SOLIDARITÉ

Les officiers-généraux et les officiers-supérieurs de l'ANP font don d'un mois de leurs salaires

P. 24

PANDEMIE DE CORONAVIRUS DANS LE MONDE

Plus de 65000 morts et 1,2 million de cas confirmés

Les derniers chiffres révélés par la presse dimanche dernier font état de la progression de la pandémie avec un déplacement du foyer principal vers les Etats Unis, devenus le pays le plus touché, avec 312.245 contaminations officiellement re-

censées, dont 8.503 décès et 15.021 patients guéris. En Europe, c'est l'Italie qui paie le plus lourd tribut avec 15.362 décès pour 124.632 cas, suivie de l'Espagne avec 12.418 morts pour 130.759 cas, la France avec 7.560 morts pour 89.953 cas, et le

Royaume-Uni avec 4.313 morts sur les 41.903 cas confirmés. En Algérie, le bilan de dimanche a révélé 1320 cas confirmés dont 152 décès.

P.p 10-11

DKnews



COMMUNICATION-MÉDIAS

Ounoughi Larbi, nouveau P-dg de l'ANEP

P. 24

APPROVISIONNEMENT EN CARBURANTS

Naftal rassure sur la disponibilité des produits pétroliers

P. 24

CONFÉRENCE DE L'OPEP "L'Algérie appelle à une réduction immédiate de la production de pétrole"

P. 6

SANTÉ

NUTRITION

Faire aimer les légumes aux enfants, une question de patience

P.p 12-13

FOOTBALL

ALGÉRIE (CORONAVIRUS)

Nechma (USMB) : «ma vision de la vie ne sera plus la même»

P. 21



CONFINEMENT À BLIDA

Rush sur les plateformes numériques

P. 17

COVID-19 L'ARPCE décide de surseoir à l'obligation de désactivation des SIM/USIM des abonnés

P. 2

COVID-19

L'ARPCÉ décide de surseoir à l'obligation de désactivation des SIM/USIM des abonnés



L'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCÉ) a décidé dimanche de surseoir, durant la période de confinement définie par l'Etat, l'application de l'obligation de désactivation, par les opérateurs de la téléphonie mobile, des SIM/USIM des abonnés.

"Dans le cadre des actions initiées par les pouvoirs publics pour lutter contre l'épidémie Coronavirus (COVID-19), notamment la réduction des déplacements des citoyens, l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCÉ) décide de surseoir, durant la période de confinement définie par l'Etat, l'application de l'obligation de désactivation, par les opérateurs de la téléphonie mobile, des SIM/USIM des abonnés, dont les conditions sont prévues par les décisions de l'Autorité de régulation", précise un communiqué de cette Autorité.

BLIDA

Prorogation systématique des autorisations exceptionnelles délivrées préalablement (Wilaya)

Le wali de Blida, Kamel Nouicer a décidé dimanche de prolonger systématiquement de toutes les autorisations exceptionnelles délivrées préalablement, a indiqué un communiqué des services de la wilaya.

"Suite à la prolongation de la période de confinement total à la wilaya de Blida, le wali porte à la connaissance de toutes les personnes concernées que les autorisations exceptionnelles délivrées préalablement demeurent en vigueur", a précisé le communiqué dont l'APS a reçu une copie, soulignant que ces autorisations étaient systématiquement renouvelées. Le Premier ministre Abdelaziz Djerad avait signé samedi un décret exécutif portant extension de la mesure de confinement partiel à l'ensemble des wilayas du pays, à l'exclusion de la wilaya de Blida qui demeure soumise à une mesure de confinement total jusqu'au 19 avril, selon un communiqué du Premier ministre.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ
Médéa: un réseau de trafic de munitions neutralisé à Berrouaghia

Un réseau spécialisé dans le trafic et la vente illicite de munitions de fabrication étrangère a été démantelé récemment à Berrouaghia, est de Médéa, par les éléments de la Police judiciaire, a-t-on appris dimanche auprès de la sûreté de wilaya. Trois individus, membres de ce réseau, qui activaient au niveau de la ville de Berrouaghia, à 25 km à l'est du chef-lieu de wilaya, et des localités environnantes, ont été appréhendés dans le sillage d'une enquête menée par les éléments de la PJ de la 1^{ère} sûreté urbaine de Berrouaghia, a indiqué la même source.

Pas moins de mille cartouches, calibre 12 mm, de fabrication étrangère, qui devaient alimenter le circuit informel, ont été saisies par les enquêteurs, a-t-on précisé, ajoutant que les membres de ce réseau local ont été présentés devant la justice qui a ordonné leur mise en détention préventive.



COVID 19 À ALGER

Prorogation systématique des autorisations exceptionnelles suite au rallongement des horaires de confinement partiel



Les autorisations exceptionnelles délivrées par les circonscriptions administratives de la wilaya concernant le confinement instauré à Alger de 19h à 07h du matin resteront en vigueur avec le rallongement des horaires de confinement dans la wilaya, a-t-on appris auprès des services de la wilaya d'Alger.

"Vu la prorogation jusqu'au 19 avril des mesures et dispositions de confinement partiel dans la wilaya d'Alger et l'avancement de l'heure du couvre-feu à 15h au lieu de 19h, les autorisations exceptionnelles auparavant délivrées aux employés des institutions et organismes publics et privés par les circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger restent en vigueur à compter d'aujourd'hui", a indiqué dimanche un communiqué de la wilaya.

Ainsi, il n'est pas nécessaire de se faire délivrer de nouvelles autorisations, et ce jusqu'à l'achèvement du confinement à Alger, a précisé la même source.

CRIMINALITÉ/LUTTE

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de munitions réelles

Les éléments de la Sûreté urbaine à Berrouaghia (Médéa) ont démantelé, la semaine dernière, un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de munitions réelles, a indiqué dimanche un communiqué des services de la Sûreté nationale.

Selon la même source, cette opération "intervient dans le cadre du plan de sécurité mis en place par la Sûreté de wilaya de Médéa visant la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment en cette conjoncture marquée par la propagation du Coronavirus (Covid-19)".

Agissant sur information faisant état de suspects exploitant cette conjoncture pour s'adonner au trafic de munitions réelles au niveau de Berrouaghia et des communes avoisinantes, les éléments de la police judiciaire ont engagé alors des investigations ayant permis l'identification des trois mis en cause, âgés entre 40 et 50 ans.

Les trois suspects ont été interpellés grâce à un plan sécuritaire bien ficelé.

Après la fouille, précise le communiqué, les policiers ont trouvé à leur possession un sac en plastique contenant 1.000 cartouches de calibre 12 d'origine étrangère.

Les mis en cause ont été déférés devant la justice qui a ordonné leur placement en détention provisoire pour transport et port de munitions de 5^e catégorie sans autorisation des autorités légalement habilitées.

TIPASA

Un bienfaiteur offre des équipements pour les tests de dépistage du Covid-19

Un bienfaiteur a fait don d'équipements médicaux destinés aux analyses des tests de dépistage du Covid-19 dans la wilaya de Tipasa, a-t-on appris dimanche auprès des services de cette dernière.

Il s'agit, selon la même source, d'équipements fabriqués en Allemagne, réceptionnés officiellement, dimanche, par le laboratoire de transfusion sanguine de Tipasa, où ils sont en cours de montage, pour être opérationnels à partir du début de la semaine prochaine, selon les prévisions de la wilaya.

La capacité théorique de cet équipement est d'une centaine de tests/jour, avec l'annonce des résultats le jour même, soit de quoi permettre une autonomie des services de santé de la wilaya, et de réduire la pression sur l'Institut Pasteur d'Alger, considéré comme institution de référence, en la matière, à l'échelle nationale, a expliqué la même source à l'APS.

Les services de la wilaya ont entrepris des contacts avec l'Institut Pasteur, en vue de l'expérimentation de ces équipements et leur homologation et mise en conformité, avant leur mise en service, avec la mise à disposition de réactifs pour les tests de dépistage du Covid-19.

Les services de santé de Tipasa ont d'ores et déjà mobilisé les staffs médicaux aptes à assurer la bonne marche de ces équipements, avec la bonne lecture des résultats des tests.

A noter que le wali, Hadj Amar Moussa, avait signifié son accord à une initiative d'un bienfaiteur, qui avait contacté les services de la wilaya, au titre de l'élan de solidarité enregistré à travers le pays, pour faire face à la propagation du nouveau coronavirus. Suite à quoi des contacts ont été entrepris avec des opérateurs agréés, spécialisés dans l'importation des équipements médicaux, qui ont permis l'acquisition de ce matériel d'une valeur de 500 millions de da. Ces équipements sont similaires à ceux disponibles, actuellement, au niveau des wilayas de Ouargla, Tizi-Ouzou, et de l'établissement hospitalier spécialisé en maladies infectieuses "El Kettar" d'Alger.

ACCIDENTS DE LA ROUTE
3 morts et 68 blessés en 24 heures (Protection civile)

Trois (3) personnes

ont trouvé la mort et 68

autres ont été blessées

dans 58 accidents de la

route survenus ces der-

nières 24 heures, in-

dique dimanche un

bilan de la Protection

civile. Le bilan le plus

lourd à été enregistré

au niveau de la wilaya

de Batna avec une per-

sonne décédée et deux

autres blessées suite à

deux accidents de la

route, précise la même

source. Par ailleurs, les

secours de la Protection

civile sont intervenus

pour prodiguer des soins

de premières urgences

à 6 personnes incommodées

par le monoxyde de carbone

émanant d'appareils de

chauffage à travers les

wilayas Bordj Bou Arreridj

(4 personnes) sis la cité

50 logements, commune

de Bordj Ghdir) et la

wilaya de Batna (2 personnes

à la cité 600 logements,

commune d'Oued El

Chaaba).



Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la protection civile, à travers tout le territoire national, ont effectué 384 opérations de sensibilisation, tout en soulignant la nécessité pour les citoyens du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale.

Les unités de la Protection civile ont également effectué 366 opérations de désinfection générale à travers l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

En outre, la Protection civile a mis en place plusieurs dispositifs de sécurité pour la couverture de 41 sites d'hébergement destinés au confinement à travers 16 wilayas.

COVID-19

Djerad : l'Algérie continuera à réceptionner des équipements médicaux

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a affirmé, dimanche, que "l'Algérie continuera, les semaines à venir, à réceptionner des équipements médicaux pour faire face au nouveau Coronavirus (COVID-19)".

Peu avant, le Premier ministre avait supervisé, en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr. Abderrahmane Benbouzid, la réception à l'Aéroport international d'Alger Houari Boumediene, de la première commande des moyens de protection contre la pandémie du Coronavirus, en provenance de Chine à bord de deux cargos de l'Armée nationale populaire (ANP), "en exécution des engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". M. Djerad a précisé à la presse que les deux cargos de l'ANP avaient acheminé 8,5 millions de masques chirurgicaux de type trois plis et de masques filtrants de type FFP2 dédiés aux médecins, soulignant que le coût de ces équipements s'élevait à 4.950.000 dollars.

Soulignant que cette commande "n'est que le début", le Premier ministre a fait état de la réception "dans les prochains jours de 100 millions de masques, un million de

combinaisons pour le corps médical, 20.000 kits de dépistage et 20.000 kits de transport d'échantillons". "Des médicaments et autres moyens devant permettre aux hôpitaux de prendre en charge les malades suivront ultérieurement", a ajouté le Premier ministre, affirmant que "l'Algérie viendra, tôt ou tard, à bout de cette pandémie". Le Premier ministre a tenu à cette occasion à louer les efforts de l'Armée nationale populaire (ANP) "pour avoir mobilisé, en 48 heures, deux appareils qui ont fait un aller-retour en Chine et acheminer cette commande". Il a rendu également hommage aux corps médical et paramédical et à l'ensemble des agents hospitaliers, qui "travaillent inlassablement pour la prise en charge des malades atteints du Covid-19".

Par ailleurs, M. Djerad a salué des différentes franges de la société algérienne pour l'aide qu'elles apportent à travers leur élan de solidarité, outre les administrations lo-



cales et toutes les entreprises économiques, tant publiques que privées, relevant que "tout un chacun est mobilisé la sortie du pays de cette crise".

Lors d'une entrevue mardi dernier avec des représentants d'organes de presse nationaux, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait rassuré les Algériens quant à la disponibilité des produits utilisés pour la prévention contre la pandémie du coronavirus, révélant que l'Algérie avait passé commande pour l'acquisition de 100 millions de masques chirurgicaux et de 30.000 kits de dépistage.

bonne, avait rassuré les Algériens quant à la disponibilité des produits utilisés pour la prévention contre la pandémie du coronavirus, révélant que l'Algérie avait passé commande pour l'acquisition de 100 millions de masques chirurgicaux et de 30.000 kits de dépistage.

AUTOMOBILE

Reprise de l'activité de contrôle technique des véhicules (ENACTA)

L'activité de contrôle technique des véhicules, suspendue du 22 mars au 04 avril, devra reprendre dès aujourd'hui dimanche, a appris l'APS auprès de l'Établissement national de contrôle technique automobile (ENACTA).

"Il est porté à la connaissance des promoteurs des agences de contrôle technique automobile de la reprise de l'activité, et ce, à partir du 5 avril 2020", a annoncé l'ENACTA dans une nouvelle note adressée aux agences de contrôle technique automobile.

"Il vous appartient d'assurer le contrôle technique aux propriétaires des véhicules qui se présenteraient auprès de vos agences, tout en respectant impérativement les mesures d'hygiène et de distanciation sociale nécessaire", a souligné la note.

A cet effet, les agences de contrôle technique sont tenues d'assurer les déplacements des contrôleurs vers le lieu de travail, ainsi que doter le personnel intervenant de masques, gants et solutions hydro-alcooliques, a précisé le document.

Elles sont également appelées à désinfecter régulièrement les lieux de travail, ainsi que tout véhicule présenté au contrôle technique, tout en exigeant que les véhicules présentés au contrôle technique soient propres, selon la même source.

A rappeler que la reprise de cette activité vient en application des instructions du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, relative à l'extension de l'autorisation d'exercice à certaines catégories d'activités indispensables aux citoyens, dont l'entretien, réparation et contrôle technique de véhicules automobiles, de véhicules, engins et matériels agricoles, y compris les vulgarisateurs.

La suspension du contrôle technique des véhicules s'est étalée du 22 mars au 04 avril, puis devait être prolongée du 05 au 19 avril 2020, selon les précédentes notes adressées par l'ENACTA aux promoteurs d'agences de contrôle technique automobile à travers le territoire national.

ÉCONOMIE

Nécessaire reconstitution du tissu économique national basée sur des compétences sûres (expert)

L'économie algérienne est centrée essentiellement sur les services ce qui ne contribue pas à un développement économique, a souligné, dimanche à Alger l'ancien ministre et diplomate algérien, Mohamed Laichoubi qui a appelé à une reconstitution du tissu économique se basant sur un potentiel humain compétent.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, M. Laichoubi qui est également conférencier international a relevé qu'"actuellement le tissu économique algérien se base à 80% sur les services, le commerce et seulement à moins de 9% sur l'industrie ajoutant que ceci ne contribue en aucun cas à un développement économique dans le pays.

Il a appelé, dans le même cadre à donner la chance aux jeunes porteurs de projets prometteurs ainsi qu'à toutes les personnes qui ont la capacité de contribuer à la "reconstitution d'un nouveau tissu économique pour un développement durable.

"Un plan de valorisation du territoire, la modernisation de l'artisanat, de l'agro-alimentaire et du secteur des textiles, demeurent nécessaires pour réaliser un bond économique important dans le pays", a estimé M. Laichoubi. Il a toutefois relevé que l'Algérie possédait des atouts majeurs pour faire face à la crise économique qui sévit dans le monde actuellement et qui a été précipitée par la pandémie du coronavirus.

"Le plus important atout de l'Algérie c'est qu'elle ne souffre pas du problème d'endettement alors que la crise économique qui frappe les pays actuellement concerne des problèmes majeurs d'endettements", a affirmé l'expert international.

Il a cité à titre d'exemple, les Etats-Unis d'Amérique qui souffrent de problèmes graves d'endettement dont 29% envers la Chine et 19% envers le Japon.

Emergence d'un nouvel ordre mondial suite au covid-19

Après avoir assuré que les prix du pétrole vont rebondir indéniablement, M. Laichoubi a considéré que "la Chine va être un élément moteur de l'économie mondiale après cette crise sanitaire mondiale et que l'économie américaine va connaître un ralentissement important".

"Certaines économies européennes dont française, italienne ou espagnole connaîtront une décadence certaine", a-t-il estimé. S'agissant de la pandémie du coronavirus, il a souligné que ce virus a mis à nu tous les systèmes sanitaires mondiaux qui ont prouvé leur défaillance et doivent impérativement être revus en leur intégralité.

"La responsabilité de tout cela revient aux acteurs politiques des pays qui devront désormais investir en premier lieu dans le domaine hospitalier", a-t-il souligné.

APS

**M. Arkab reçoit une délégation de parlementaires de la wilaya de Blida**

Le Ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab a reçu dimanche une délégation de sénateurs et de députés de la wilaya de Blida, a indiqué le ministère dans un communiqué. Au cours de cet entretien, "les sénateurs et députés ont présenté un bref exposé sur la situation prévalant dans la wilaya et les améliorations constatées ces derniers jours", a fait savoir la même source. "Pour sa part, le ministre a exprimé sa solidarité et celle de l'ensemble des travailleurs du secteur de l'énergie avec la population de la wilaya de Blida dans ces moments difficiles", rapporte le ministère. "Le secteur de l'énergie n'a ménagé et ne ménagera aucun effort pour contribuer à atténuer les effets de cette pandémie sur le quotidien de nos concitoyens de Blida", a affirmé le ministre.

Les professionnels de la presse concernés par le confinement (ministre)

Les professionnels de la presse, au même titre que d'autres citoyens, sont concernés par les mesures de confinement décidées par les pouvoirs publics pour lutter contre la propagation du Coronavirus, a affirmé le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer.

"L'état d'urgence sanitaire affecte de plus en plus fortement les conditions d'exercice de nombre de libertés : de circuler, de manifester, de presse", a concédé le ministre, dans un entretien accordé lundi au quotidien El Watan, promettant une "flexibilité" en cas de situation exceptionnelle qui susciterait l'intérêt médiatique et justifierait la nécessité d'informer.

Pour le premier responsable du secteur de l'information, les professionnels de la presse sont concernés par le confinement pour des raisons sanitaires "évidentes".

Le ministre de la Communication mettra en avant le droit international consacrant la notion de "danger public exceptionnel" ainsi que le droit algérien, notamment la loi no4-20 relative à la prévention

des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable.

"Cela ne signifie pas pour autant qu'il (ndlr le confinement) soit synonyme de mise à demeure stricte ou de mise en quarantaine absolue", a-t-il relevé, même si le Droit universel reconnaît, a rappelé le ministre, aux Etats des mesures dérogatoires aux obligations inhérentes aux droits civils et politiques admis par le pacte international de 1966.

Interrogé sur les conditions d'exercice du métier de journaliste en cette conjoncture de crise sanitaire avec des laisser-passer qui "limiteraient" les déplacements des professionnels aux trajets qu'emprunteraient ceux-ci pour aller chez-eux, le ministre de la Communication a précisé que le laisser-passer a été décidé pour les zones sous couvre-feu (15 h ou 17 heures à 7 heures), ne limite pas de façon "drastique" le mouvement des journalistes, étant donné que l'essentiel de l'activité se déroule le jour.

"Le soir où les villes et les villages sont vides, et où tout est fermé, l'intérêt d'effectuer



des reportages n'est pas si évident que ça. Le champ des sujets à traiter paraît réduit.

Cela dit, au cas où des rédactions trouveraient un intérêt à traiter tel ou tel sujet, le laisser-passer permet quant même au journaliste de se déplacer, ce permis de circuler leur servant de vaticque auprès des services de police qui quadrillent le terrain", a-t-il expliqué. Pour répondre au journaliste qui voudrait rendre compte de la situation à Alger ou dans une autre wilaya, de

jour comme de nuit, le ministère aura à traiter avec "flexibilité" les cas "exceptionnels" qui lui seraient soumis, a rassuré le ministre.

"Mais si c'est pour filmer des quartiers ou des populations confinées, (...) cela ne constitue pas un scoop ou une quelconque révélation", a-t-il affirmé, soutenant que le confinement intéresse davantage les spécialistes qui animent des plateaux (de télé) pour dissuader sur les conséquences de l'isolement.

COMMERCE

Modification du dispositif de circulation de marchandises dans la zone terrestre du rayon des douanes

Le dispositif des autorisations relatif à la circulation de marchandises dans la zone terrestre du rayon des douanes, appliqué depuis fin 2018, a été modifié par un décret exécutif publié dans le Journal officiel n19.

Ainsi, "la circulation de certaines marchandises dans la zone terrestre du rayon des douanes est soumise à une autorisation de circuler, délivrée par les services des douanes ou les services de l'administration fiscale les plus proches", est-il indiqué dans ce décret n 20-73 du 28 mars 2020.

Les commerçants et transporteurs de marchandises peuvent demander une autorisation de circuler pour une durée de validité d'une année ou à chaque opération de transport de la marchandise, selon ce décret qui précise que l'autorisation annuelle est accordée notamment aux opérateurs ayant une activité régulière et n'ayant pas d'antécédents contentieux en matière d'autorisations de circuler.

L'autorisation de circuler est délivrée dans un délai maximum de cinq jours ouvrables, à compter de la date de dépôt de la demande, pour l'autorisation de annuelle, et de 24 heures pour l'autorisation délivrée à chaque opération de transport de la marchandise, cote 48 heures auparavant.

Le détenteur de l'autorisation de circuler annuelle des marchandises est tenu de notifier aux services des douanes ou aux services de l'administration fiscale par tous moyens de communication appropriés (déclaration en ligne sur le système d'information des douanes, mail, poste et fax), une déclaration de transport dûment renseignée de la marchandise qu'il désire enlever dans le rayon des douanes pour y circuler ou pour être transportée hors du rayon des douanes dans l'intérieur du territoire douanier.

Le décret institue, par ailleurs, une commission présidée par le wali chargée notamment, d'examiner les aspects liés aux dépenses des autorisations de circuler de marchandises.

Dans ce cadre, le wali peut dispenser, pour une période déterminée, après avis de la commission, des personnes physiques ou morales de l'autorisation de circuler des marchandises dans la zone terrestre du rayon des douanes de la wilaya pour les produits destinés à la réalisation des projets d'équipement public et l'approvisionnement urgent de la population.

Un arrêté du wali peut dispenser de la déclaration de transport de marchandises, sur proposition de la commission, la circulation des marchandises sur des distances limitées ou à l'intérieur des petites localités et certaines denrées périssables de première nécessité ou de large consommation au niveau de la wilaya dont la liste est fixée, en cas de besoin, par arrêté interministériel des ministres chargés de la santé, de l'intérieur, du commerce et des finances.

Le texte souligne, à ce propos, que le transporteur n'ayant pas respecté ses obligations ou les termes de la dispense, est rendu inéligible à toute autre dispense de même nature.

Le décret a également élargi la liste des cas dispensés de l'autorisation de circuler, à la circulation des légumes et fruits frais issus de la production nationale et les produits de pêche maritime et de l'aquaculture.

Le transporteur est tenu, dans le délai de route ou dès l'arrivée au lieu de destination, d'informer les services des douanes par tous les moyens de communication de l'arrivée des marchandises.

Une fois informés, les services concernés opèrent des contrôles sur place pour vérifier la destination donnée aux marchandises objet des déclarations de transport. Les établissements publics, les collectivités territoriales et les opérateurs économiques agréés en douane, sont dispensés de l'obligation de déclaration de transport au départ et de l'information des services concernés, à leur arrivée, ajoute le même décret.

APS

ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIES RENOUVELABLES Actions de solidarité pour endiguer la propagation du Covid-19

Le secteur de l'Environnement et des Energies renouvelables a initié plusieurs actions de sensibilisation et de solidarité ces derniers jours au niveau national en cette crise sanitaire marquée par la propagation du Covid-19, a indiqué dimanche un rapport du ministère.

En continuité du programme quotidien exécuté par le ministère de l'Environnement sur tout le territoire national, plusieurs actions de sensibilisation et de solidarité ont été initiées, à savoir l'accompagnement des citoyens confinés au complexe "les Andalouses" à Oran par le nettoyage et la désinfection des chambres après le départ des personnes mises en quarantaine, précise le même rapport.

Le ministère a acheminé également des aides alimentaires au profit des localités enclavées de Bouzizi et d'Ain Barbar dans la

commune de Seraïdi (Anaba) et distribué des équipements de prévention (gants, masques et produits stérilisants) à la commune de Tablat (Médéa).

Dans le même cadre, les services du secteur assurent le suivi des opérations de collecte et d'incinération des déchets hospitaliers à l'hôpital d'El Oued ainsi que la collecte et l'enfouissement des ordures afin d'éradiquer les points noirs.

Présent sur les réseaux sociaux, le département ministériel œuvre à mener des campagnes de sensibilisation mettant en garde



contre les fake-news. Selon la même source, les services du ministère de l'Environnement effectuent des opérations de stérilisation dans les Djar Rahma, les centres pour personnes âgées et de l'enfance assistée dans le cadre du pro-

gramme conjoint avec le ministère de la Solidarité nationale, outre la participation des cadres ministériels dans les différentes émissions de télévision et de radio pour la sensibilisation aux dangers du nouveau coronavirus (Covid-19).

ÉLECTRICITÉ ET GAZ

Sonelgaz et ses filiales restent mobilisées pour assurer l'approvisionnement

Sonelgaz et l'ensemble de ses filiales restent mobilisées pour assurer la continuité de service tout en préservant la santé et la sécurité de leurs personnels dans un contexte de pandémie dû au COVID-19 (coronavirus), a indiqué dimanche le Groupe public dans un communiqué.

Dans ce cadre, le Groupe Sonelgaz a activé ses comités de crise dans l'ensemble de ses structures déconcentrées à travers tout le territoire national et a pris des mesures d'urgence pour assurer d'abord la sécurité de ses personnels ainsi que la sauvegarde du système électrique et des réseaux gaziers partout en Algérie, souligne la même source.

Ainsi, dans toutes les sociétés du Groupe, des comités spéciaux se rencontrent quotidiennement afin de suivre l'évolution du niveau de risque associé au COVID-19 "et prennent des décisions en faveur de la sécurité des travailleurs et des ouvrages".

De plus, Sonelgaz a tenu à rassurer ses clients sur la capacité des sociétés du Groupe à travailler à effectifs réduits en cas d'augmentation du risque pandémique.

"En effet, le Groupe est toujours organisé à faire fonctionner ses installations tous les jours de l'année, 24h/24. Il est notamment organisé pour un fonctionnement optimal effectué par des équipes restreintes les soirs, nuits, week-end et jours fériés", explique Sonelgaz, précisant que le plan pandémie permet de faire piloter les ouvrages et faire fonctionner l'ensemble du système électrique et gazier en cas de fort taux d'absentéisme dû à un potentiel pic pandémique.

Aussi, "les sociétés du Groupe Sonelgaz maintiendront les services essentiels.

Ainsi, nos équipes continueront d'intervenir en cas de panne et en cas d'incident compromettant la sécurité des personnes", assure le Groupe public.

Les travaux non essentiels reportés, pas d'interruption planifiée sauf exception

Par ailleurs, Sonelgaz a fait savoir que tous les travaux non essentiels

sont reportés pour une durée indéterminée.

"En raison de la pandémie et contribuant à l'effort de solidarité nationale, il y a lieu de signaler que la Société de distribution de l'électricité et du gaz SADEG (filiale de Sonelgaz) ne procédera à aucune interruption du service d'électricité et de gaz pour non-paiement", indique Le Groupe, ajoutant que les clients sont toutefois informés qu'ils peuvent procéder au paiement de leur factures par voie électronique.

Selon le communiqué, "il n'y aura pas non plus d'interruptions planifiées pour entretien du réseau, à l'exception de celles qui sont absolument essentielles".

Par ailleurs, il a été procédé à la mise en œuvre des plans de confinement des personnels dont la présence est indispensable au niveau des ouvrages et sites névralgiques des systèmes électrique et gazier, rappelle Sonelgaz.

"La santé et la sécurité des personnels des sociétés de Sonelgaz restent une préoccupation majeure pour le Groupe Sonelgaz pour justement assurer la sécurité des installations d'une part, et, d'autre part, de garantir la continuité de la production, le transport et la distribution de l'électricité ainsi que le transport et la distribution du gaz par canalisations", affirme le Groupe public.

Sonelgaz assure ainsi avoir appliqué toutes les directives des pouvoirs publics et avoir tout mis en œuvre pour respecter les mesures d'hygiène et de distanciation sociale applicables pour prévenir la transmission du virus.

Formis les personnels mobilisés dont la présence est nécessaire, le télétravail est privilégié quand cela est possible, et ce, pour une durée indéterminée.

Limitation de la réception de visiteurs et maintien de la distance avec les clients

Par ailleurs, et pour assurer la santé des personnels mobilisés, il a été décidé, poursuit le communiqué, "de limiter drastiquement la réception et la circulation des visi-

teurs dans les bâtiments, ouvrages et installations des sociétés du Groupe" à moins que ce soit nécessaire au maintien de la mission d'approvisionnement des foyers algériens en électricité et en gaz.

"Pour plus de sécurité, des directives ont été transmises à nos personnels en contact avec les clients dans les agences et districts.

Nos personnels ont été appelés notamment à maintenir une distance de deux mètres avec chaque client et de se retirer si un client présente un signe ou un symptôme pouvant être associé au COVID-19 et de le signaler immédiatement à leur gestionnaire", explique Sonelgaz.

Le Groupe dit ainsi redoubler de précautions en prenant des mesures adéquates à la situation sanitaire actuelle afin d'assurer la continuité de service.

"Dans cette perspective, une prime de risque exceptionnelle sera attribuée à nos personnels mobilisés pour la circonstance et dont le maintien à leur poste de travail est requis pour la continuité de service", annonce le distributeur national d'électricité et de gaz.

A travers ce communiqué, le Groupe Sonelgaz a également tenu à rendre hommage "à tous ses personnels mobilisés sur l'ensemble du territoire national qui ne ménagent aucun effort pour maintenir l'intégrité des réseaux électriques et gaziers en dépit du risque pandémique et ce pour tenir l'engagement de service public de Sonelgaz".

"Certains d'entre eux, pour le maintien du système électrique, sont séparés de leurs familles et ne peuvent communiquer avec elles que grâce aux nouvelles technologies de communication.

Le Groupe Sonelgaz salue leur sens de la responsabilité et du devoir", poursuit le document.

"Enfin, il y a lieu de noter que le Groupe Sonelgaz s'inscrit dans la ligne des efforts entrepris à l'échelle nationale et applique rigoureusement les précautions et décisions édictées par les pouvoirs publics", assure la même source.

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Saisie de plus de 200 quintaux de blé tendre à Nâama et Tlemcen

Les wilayas de Nâama et de Tlemcen ont saisi dernièrement 203 quintaux de blé tendre destinés à la spéculation, a-t-on appris dimanche de cette collectivité locale.

Les agents de l'inspection de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes de la direction du commerce de Nâama ont saisi, la semaine dernière, en coordination avec les services de la sûreté de wilaya 196 quintaux de blé tendre dans un entrepôt de la daïra de Nâama, selon la direction du commerce.

Une procédure judiciaire a été engagée contre le propriétaire de l'entrepôt pour "pratique illégale d'activités commerciales et stockage de produits et de denrées destinées à la spéculation", a-t-on indiqué.

Par ailleurs, la brigade économique et financière de la sûreté de wilaya de Nâama a saisi également, durant la même période, environ trois quintaux de denrées alimentaires périmées dans l'entrepôt d'un magasin, sis au centre-ville de Nâama.

L'opération a permis de découvrir divers produits de consommation, notamment des légumes secs, des boîtes de conserve et du couscous, stockés illégalement.

Un dossier judiciaire a été



té engagé contre le contrevenant pour "défaut de facturation, non respect des règles d'hygiène et stockage de produits impropres à la consommation humaine à des fins de vente", a-t-on indiqué.

Dans la wilaya de Tlemcen, les éléments de sûreté de daïra de Sidi Djillali ont saisi environ sept quintaux de blé tendre destinés à la

spéculation, selon un communiqué émanant de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Sur la base d'informations faisant part du stockage de blé tendre dans l'entrepôt d'un détaillant de la commune de Sidi Djillali, une perquisition a permis à la police de découvrir des produits alimentaires stockés, dont 137 sacs de blé tendre

d'un poids de 50 kilos chacun et ce, dans le but de créer une pénurie du produit, a-t-on relevé.

L'enquête a révélé que ces marchandises ont été acquises auprès d'un boulanger. Le commerçant et le propriétaire de la boulangerie ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sebdo, a-t-on indiqué.

GUELMA : COVID-19

La campagne de plantation de la tomate s'adapte aux mesures sanitaires

La campagne de plantation de la tomate destinée à la transformation se poursuit dans la wilaya de Guelma dans le strict respect des mesures sanitaires prises pour enrayer la propagation du Covid-19.

Depuis le lancement de cette campagne le mois dernier, des véhicules utilitaires et des petits camions transportent chaque matin des dizaines de travailleurs vers les champs consacrés à la culture de la tomate destinée à la transformation industrielle, notamment dans les zones proches du périmètre agricole irrigué de Bouchegouf et celles situées aux abords de Oued

Charef et de Oued Seybous sur l'axe reliant les communes de Hammam Dabagh, Medejz Ammar et Houari Boumediene, a appris l'APS auprès des agriculteurs concernés.

Ces derniers ont ainsi affirmé que "les agriculteurs de la filière tomate font tout leur possible pour appliquer les mesures préventives contre le Coronavirus", soulignant qu'ils tentent de réduire au maximum le nombre des intervenants mobilisés pour l'actuelle campagne tout en imposant le port du masque et en veillant au respect de la distanciation sociale.

Pour sa part, le directeur local des

services agricoles Mohamed Abderahmane a indiqué que sur les 4030 hectares consacrés à la culture de la tomate, au titre de la saison 2019-2020, pas moins de 3339 ha ont été emblavés depuis le lancement de l'actuelle campagne.

Selon le même responsable, toutes les facilitations ont été accordées aux agriculteurs et commerçants des produits agricoles et phytosanitaires afin de permettre à la filière de la tomate industrielle d'atteindre son objectif qui est de réaliser une récolte de 3,5 millions de quintaux au terme de cette saison.

SOLIDARITÉ

Tissemsilt : distribution de 2.400 kits alimentaires aux familles nécessiteuses

Des kits alimentaires ont été remis dimanche à 2.400 familles démunies résidant dans les zones d'ombre de la wilaya de Tissemsilt.

Cette opération supervisée par les autorités de wilaya profite aux familles nécessiteuses et aux personnes à faibles revenus, ainsi que celles ayant cessé leurs activités suite aux mesures de prévention pour lutter contre la propagation du Coronavirus, a indiqué Mohamed Gabi, commissaire de wilaya des Scouts musulmans algériens (SMA) participant à l'organisation de cette initiative.

M. Gabi a fait savoir que cette opération sera suivie

d'une autre courant de cette semaine dans le but de toucher un plus grand nombre possible de personnes démunies dans les zones d'ombre de la wilaya.

La collecte de ces kits alimentaires est rendue possible grâce à la contribution de bienfaiteurs.

Le commissariat de wilaya des SMA et le comité de wilaya du Croissant Rouge algérien CRA se chargent de leur distribution, selon la même source.

Par ailleurs, l'opération de distribution de 273 kits de denrées alimentaires aux familles nécessiteuses a été lancée dimanche à Nâama et des villages avoisinants,

selon les initiateurs. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'action de solidarité de prise en charge des couches vulnérables et ceux résidant en zones reculées à travers les côtés de Nâama et villages de Harchaya, Touadjer, Mecif, Hireche, Hadjrat Toul et autres en cette circonstance exceptionnelle liée à la propagation de la pandémie du coronavirus.

Cette initiative, à laquelle contribuent la CRA, les SMA, le bureau de wilaya de l'association El Irchad wal Islah, des donateurs et des commerçants, est supervisée par les représentants de la direction de l'action sociale

pour faire acheminer et livrer les kits aux familles à domicile. L'opération, ciblant les couches vulnérables ainsi que les familles nécessiteuses et sans revenus en raison des conditions résultant de l'épidémie du coronavirus, se poursuivra dans les prochains jours après que les services communaux de Nâama ont aménagé un entrepôt pour recevoir les dons des bienfaiteurs et des associations locales. Le vice président de l'APC de Nâama, Moussaoui Mohamed a indiqué que cet élan de solidarité devra toucher plus de 1000 familles au niveau de la daïra de Nâama.

MOSTAGANEM

Mise en fourrière de 62 véhicules et motos pour infraction au confinement partiel

Les services de police de Mostaganem ont mis 62 véhicules et motos en fourrière pour infraction à la décision de confinement partiel, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Ainsi, 51 véhicules et 11 motos ont été placés en fourrière depuis le début de l'application du confinement partiel dans la wilaya de Mostaganem jeudi dernier.

Leurs propriétaires ont violé cette mesure qui ne tolère le déplacement à l'intérieur de la ville et entre les communes que pour les véhicules autorisés de 19 heures à 7 heures du matin dans le cadre de la prévention contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Au cours de la période de confinement partiel, 76 personnes possédant une autorisation de déplacement ont été consultées et l'identité de 72 autres personnes a été vérifiée, a-t-on fait savoir.

SOUK AHRAS/COVID-19

Lancement d'une initiative de fabrication de produits sanitaires de protection au profit des hôpitaux

Des pharmaciens et commerçants de matériel médical ont lancé une initiative de fabrication de produits sanitaires de protection conformes aux normes en coordination avec des médecins pour les remettre gratuitement aux staffs médicaux de la wilaya de Souk Ahras, a-t-on constaté dimanche.

Cette initiative bénévole qui a impliqué des médecins et des paramédicaux a permis de produire dans une première phase 700 bavettes chirurgicales conformes aux normes de protection, a indiqué Bilel Ouarti, distributeur de produits médicaux.

Grâce au soutien financier de médecins et autres donateurs, l'initiative a été élargie à la fabrication d'un kit complet de protection incluant des camisolles jetables, des lunettes de protection, des visières, des gants stériles, un gel hydro-alcoolique et un savon liquide, a ajouté la même source.

Ainsi, 100 kits ont été distribués à ce jour et 1.100 autres sont en fabrication, a déclaré M. Ouarti qui a relevé que ce premier lot a été envoyé au staff médical et paramédical du service des maladies infectieuses de l'hôpital Ibn Roch ainsi qu'à la polyclinique de Zaârouria, la polyclinique du POS-9 et l'hôpital régional du chef-lieu de wilaya. Les prochains lots seront dirigés vers les centres de radiologie, d'hémodialyse et des cabinets de médecins spécialistes particuliers, selon encore la même source qui a affirmé que l'opération se poursuivra pour toucher les hôpitaux de Taoura, Sedrata et Merahena.

L'initiative s'est raffermie avec la large implication volontaire de couturiers, de vendeurs de machines à coudre et de mécènes, selon la même source qui a ajouté que cette action se poursuivra "tant que la demande sur ces produits persiste".

APS

PÉTROLE - ASIE

Le brut plonge alors que s'éloigne un accord sur les prix

Les cours pétroliers accusaient une forte baisse lundi en Asie après le report d'une réunion entre le cartel de l'Opep et la Russie, qui a éloigné la perspective d'un accord permettant de soutenir les cours.

Le baril américain de WTI pour livraison en mai reculait de 5,3%, à 26,83 dollars vers 2H50 GMT, regagnant un peu de terrain après avoir plongé de 8% dans les premiers échanges asiatiques.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin cédait 3,4%, à 33,04 dollars.

Les marchés du brut ont plongé depuis le déclenchement d'une guerre des prix il y a deux semaines entre l'Arabie saoudite et la Russie, à la suite d'un désaccord sur la stratégie à adopter pour soutenir les cours.

L'Arabie saoudite a ouvert les vannes de sa production et fait dévisser les cours en espérant faire fléchir la Russie.

Parallèlement la demande a fondu, alors que la crise du coronavirus et des mesures drastiques de



restrictions des mouvements mises en place par les Etats paralysent l'activité économique sur une grande partie du globe.

Les prix ont rebondi la semaine dernière depuis un plus bas depuis 18 ans après des tweets de Donald Trump laissant espérer une fin de la guerre des prix.

Il a annoncé une future

réunion entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et la Russie.

Mais les doutes des analystes quant à une résolution rapide de la guerre des prix ont redoublé à l'annonce d'un report de la réunion.

La réunion par visioconférence initialement prévue lundi a été repoussée à

jeudi, ont indiqué les autorités d'Azerbaïdjan, pays producteur de pétrole non-membre du cartel, pendant le week-end.

Le président américain avait surpris les investisseurs la semaine dernière en indiquant "espérer et s'attendre" à une baisse de production d'environ 10 millions de barils par jour, et peut-être bien plus.

Vendredi, Moscou a indiqué être prêt à discuter d'une réduction des volumes de production de quelque 10 millions de barils par jour.

Mais pour Stephen Innes, responsable de la stratégie des marchés mondiaux chez AxiCorp, "les courtiers restent très sceptiques sur la probabilité d'un accord, et si cela se confirme, il devrait être malheureusement insuffisant à compenser l'offre débordante".

CONFÉRENCE DE L'OPEP

M. Arkab: "l'Algérie appelle à une réduction immédiate de la production de pétrole"

L'Algérie, qui assure la présidence de la Conférence de l'Opep, a appelé dimanche les producteurs de pétrole à saisir l'opportunité de la réunion prévue le 9 avril, pour "privilégier le sens de responsabilité" et aboutir à un accord sur une réduction de la production pétrolière qui soit "globale, massive et immédiate".

"L'Algérie, qui assure la présidence de la Conférence de l'OPEP, lance un appel à tous les producteurs de pétrole pour saisir l'opportunité de la réunion prévue le 9 avril, pour privilégier le sens des responsabilités et aboutir à un accord sur une réduction de la production pétrolière qui soit globale, massive et immédiate", a déclaré le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, cité dans un

communiqué du ministère. L'Algérie "œuvrera, comme par le passé, à rapprocher les points de vue, rechercher les solutions consensuelles et contribuer à tout effort qui permettra de stabiliser le marché pétrolier, pour le bénéfice des pays producteurs et des pays consommateurs", a-t-il soutenu.

Le ministre a souligné, rapporte le communiqué, que le marché pétrolier fait face à une chute de la demande d'un niveau inégalé par le passé, en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'activité économique mondiale et des mesures de confinement prises par de nombreux pays.

Il a ajouté que le marché faisait face également à une augmentation de la production mondiale de pétrole, due à la

volonté de certains pays de produire au maximum de leur capacité.

"Ce double choc a induit une baisse drastique des prix pétroliers, une baisse qui est encore plus accentuée dans quelques semaines, lorsque les capacités de stockage de pétrole, en terre et en mer, seront saturées, conduisant une dislocation durable de l'industrie pétrolière", a observé M. Arkab.

Etant "conscient de cette situation et des risques y associées, et de ses conséquences sur les peuples des pays producteurs de pétrole à un moment où ils luttent contre la pandémie de COVID-19", l'Algérie invite de ce fait les producteurs à un accord sur une baisse immédiate de leur production, a insisté le ministre.

OPEP+

La Russie déterminée à négocier de manière constructive sur le pétrole (Kremlin)

La Russie est déterminée à négocier de manière "constructive" sur le pétrole et ne voit pas d'alternative à cette solution, a affirmé dimanche le porte-parole du Kremlin, Dimitri Peskov, soulignant que son pays reste attaché à l'alliance OPEP+ pour stabiliser les cours de l'or noir.

S'exprimant dans une émission sur la chaîne Rossiya, le porte-parole de la présidence russe, cité par l'agence russe Sputnik, a indiqué que l'augmentation de la production de pétrole conduira à un "minimum en ce qui concerne son prix, ce qui ne profite à aucun pays".

Evoquant la situation du marché pétrolier, il a fait état d'une augmentation "sans précédent" de la production qui va conduire, selon lui, à ce que "toutes les réserves de pétrole du monde soient bientôt remplies". "Les

navires-citernes ne sont plus utilisés pour le transport de pétrole, mais comme des bidons flottants. Enfin, nous allons simplement obtenir un prix du pétrole minimal, ce qui ne profite à aucun pays", a-t-il alerté.

"La Russie n'a pas été favorable à la fin de l'alliance OPEP+.

Le Président Poutine et la Russie sont de manière générale enclins à un processus de négociation constructif qui est essentiel pour stabiliser le marché mondial de l'énergie", a souligné également le porte-parole du Kremlin.

Le 3 avril, Vladimir Poutine avait tenu une réunion sur la situation du marché mondial du pétrole, au cours de laquelle il avait déclaré que "la Russie était prête à travailler avec ses partenaires de l'OPEP et avec les Etats-Unis pour trouver

une solution mutuellement acceptable en ce qui concerne les prix du pétrole".

MARCHÉS - DEVICES - CHANGES

Le dollar recule face à la majorité des autres devises

Le dollar perdait du terrain lundi face à la majorité des autres devises, dans un marché optimiste quant à une prochaine sortie de crise.

Vers 08H55 GMT (09H55 à Alger), l'euro perdait 0,10% face au billet vert, à 1,0790 dollar, après avoir cependant entamé la séance en hausse. "Les données sur le Covid-19 apportent de l'optimisme", a commenté Lee Hardman, analyste pour MUFJ. Sur le front épidémique, le week-end a en effet apporté quelques lueurs d'espoir avec un premier reflux des décès en Europe, continent où le virus a été le plus meurtrier. La pandémie a fait au moins 68.125 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, d'après un bilan établi

dimanche soir, pour près de 1.245.000 cas recensés. Le ralentissement du nombre de morts et de nouveaux cas procure "aux investisseurs un certain espoir que les blocages seront progressivement assouplis dans le courant de l'année et que cela permettra ainsi à l'activité mondiale de reprendre", a ajouté M. Hardman. Le dollar pâtissait de cet optimisme, après avoir ces dernières semaines profité de son statut de valeur refuge. Le yen, devise vers laquelle les investisseurs se ruent en période d'incertitude, était de son côté en forte baisse face aux autres principales monnaies (-0,66% face au dollar et -0,51% face à l'euro). Mais, tandis que la situation semble s'améliorer en Europe, un pays fait de la résistance et voit tou-

jours le nombre de nouveaux cas s'accroître: le Royaume-Uni. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a par ailleurs été hospitalisé dimanche soir, après avoir été diagnostiqué positif au Covid-19 il y a dix jours. L'annonce de la nouvelle "a fait baisser la livre sterling, qui s'est rapidement rétablie car il semble qu'il s'agissait d'une mesure de précaution". "Aujourd'hui, il est à l'hôpital pour subir des tests, mais il continuera d'être tenu informé de ce qui se passe et d'être aux commandes du gouvernement", a déclaré lundi à la BBC Robert Jenrick, ministre chargé du Logement et des Communautés.

La livre prenait 0,16% face au dollar, et 30% face à l'euro.

MONDE - CAFÉ - CONSOMMATION

La consommation mondiale pourrait chuter en raison du coronavirus (ICO)

La consommation mondiale de café risque de baisser considérablement du fait de la pandémie de coronavirus, c'est ce qu'estime l'Organisation internationale du café (ICO) dans son bilan mensuel de mars, rapportent des médias.

D'après cet organisme, les différentes restrictions appliquées dans les pays touchés concernant le déplacement des personnes pourrait affecter significativement la consommation hors domicile dans les établissements spécialisés ou chez les distributeurs.

En dépit de la menace que fait planer le coronavirus sur la consommation, l'ICO indique que l'année caféière 2019/2020 devrait connaître un déficit de l'offre de 4,7 millions de sacs.

En outre, il faut souligner les nombreuses inquiétudes qui pèsent sur l'approvisionnement pour la variété robusta au Vietnam.

"Le commerce de café s'est arrêté au Vietnam.

Le transport est également très touché et les ports fonctionnent au ralenti?" indique Michaela Helbing-Kuhl, analyste chez



Commerzbank. Pour rappel, 35.000 tasses de café sont consommées chaque seconde sur la planète.

Les USA représentent le marché

le plus important aussi bien en volume qu'en valeur avec les trois quarts de la population qui consomme quotidiennement le café.

ETATS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Report des remboursements de dettes dues par les entreprises à leurs banques (BCEAO)

La Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a autorisé les banques opérant au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à reporter de trois mois, renouvelables une fois, les échéances de remboursement sur les crédits qu'elles ont accordé à leurs clients entreprises, rapportent des médias.

Cette mesure spéciale déroge ainsi à la pratique normale, qui consiste

pour les banques à faire des provisions, lorsqu'un crédit arrivé à échéance n'est pas remboursé, ce qui conduit à des baisses sur leurs bénéfices nets.

La facilité n'est pas automatique, il faudra que les entreprises qui bénéficient de ce mécanisme, le sollicitent auprès de leurs banques respectives.

Si une banque accepte le principe d'un report de remboursement de crédit, elle devra sur le plan comptable, loger

cette créance dans un compartiment précis de ce qu'elle considère comme des créances saines.

Mais dans le cas où une banque n'accepte pas de reporter le remboursement de crédit, la BCEAO dit avoir prévu un mécanisme de dialogue entre les deux catégories d'acteurs économiques.

Ce n'est pas la seule mesure que cette institution a prise au profit des entreprises en ces moments difficiles.

Une autre décision forte qui a été annoncée dans le même sillage, est celle d'inscrire 1700 entreprises supplémentaires dans le mécanisme qui permet aux banques commerciales de pouvoir se refinancer auprès de la banque centrale, avec des garanties apportées par leurs débiteurs.

Cela ouvrira la possibilité au secteur bancaire d'accéder à un peu plus de 1000 milliards de FCFA de financement supplémentaire.

POLOGNE - UE - PANDEMIE

La Commission européenne approuve une aide de 22 milliards d'euros en faveur de l'économie polonaise

La Commission européenne a approuvé un régime d'aide d'un montant maximal de 100 milliards de PLN (22 milliards euros) destiné à soutenir l'économie polonaise dans le contexte de la flambée de COVID-19.

"Ce régime de garantie polonaise aidera les entreprises polonaises touchées par la crise actuelle de COVID-19 à couvrir leurs besoins immédiats en fonds de roulement et en investissements et à poursuivre leurs activités en ces temps difficiles", a indiqué Margrethe Vestager, vice-présidente exécutive chargée de la politique de concurrence, citée par la presse polonaise. La Pologne a notifié à la Commission, au titre de l'encadrement temporaire, un régime de garanties sur des prêts nouveaux ou existants visant à soutenir les entreprises touchées par la pandémie. Le régime permettra de fournir des garanties publiques à concurrence d'un montant maxi-



mal de 100 milliards de PLN (22 milliards euros).

L'aide consiste en l'octroi par la Bank Gospodarstwa Krajowego, la banque nationale de développement polonaise, de garanties publiques sur des crédits aux investissements et des crédits de fonds de roulement. Le régime a

été approuvé au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat adopté par la Commission le 19 mars 2020, tel que modifié le 3 avril 2020.

Le régime, qui sera accessible aux moyennes et grandes entreprises polonaises de tous les secteurs, vise à limiter les risques liés à l'octroi de crédits aux entreprises les plus durement touchées par les conséquences économiques de la crise actuelle.

Il permettra à ces entreprises de couvrir leurs besoins immédiats en fonds de roulement et en investissements et de disposer de liquidités suffisantes pour poursuivre leurs activités.

La Commission a adopté un encadrement temporaire afin de permettre aux Etats membres d'exploiter pleinement la flexibilité prévue par les règles en matière d'aides d'Etat pour soutenir l'économie dans le contexte de la flambée de COVID-19.

CHINE

Reprise de l'activité des concessionnaires automobiles à hauteur de 98%

Le marché automobile chinois s'est remis progressivement sur les rails à hauteur de 98% à travers le pays, suite aux efforts menés par les autorités du pays pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, a indiqué dimanche l'agence de presse Chine Nouvelle.

Pénalisée par l'épidémie, le secteur automobile chinois a progressé dans la reprise de son activité de commercialisation, selon l'Association des concessionnaires automobiles chinois, précisant que sur les 8.721 magasins de vente d'automobiles dans le pays, près de 98% ont repris leurs activités commerciales.

La production et les ventes d'automobiles de la Chine au cours des deux premiers mois 2020 ont chuté de 45,8% et 42%, à respectivement 2,05 millions et 2,24 millions d'unités, selon les données de l'Association des constructeurs automobiles.

Pour soutenir la croissance, le Conseil des Affaires d'Etat a décidé, lors d'une réunion exécutive fin mars, de prolonger de deux ans les subventions et les exonérations fiscales pour l'achat de véhicules à énergie nouvelle, qui devaient expirer à la fin de cette année.

COVID-19

Le Premier ministre espagnol plaide pour un emprunt européen pour lutter contre la pandémie

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a insisté sur le recours à un emprunt européen pour faire face à la crise du coronavirus dans une tribune publiée dimanche en Allemagne.

"Le temps est venu de mutualiser la dette", lance M. Sanchez dans les colonnes du Frankfurter Allgemeine Zeitung.

"C'est le moment d'agir de façon solidaire, en créant un nouveau mécanisme de mutualisation de la dette, en agissant en bloc pour acquérir des produits sanitaires de première nécessité, en établissant des stratégies coordonnées de cyber-sécurité et en préparant un grand plan choc pour que le redressement du continent soit rapide et solide", écrit-il.

Agir ensemble signifierait "qu'il n'y pas de fossé entre le nord et le sud", insiste le Premier ministre. L'Italie et l'Espagne, appuyés par la France et six autres pays de l'Union européenne, demandent l'émission d'obligations européennes, surnommées "coronabonds", pour financer la reprise après la crise sanitaire et économique que provoque la pandémie.

"Soit le virus tue l'Europe, soit l'Europe tue le virus.

"C'est à nous de choisir", a même déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères, Arancha Gonzalez Laya, dans une interview à plusieurs quotidiens régionaux de l'est de la France, pour demander la solidarité des 27.

L'Allemagne et les Pays-Bas refusent un emprunt commun, qui les obligerait à assumer la dette de pays du sud qui n'ont pas la même rigueur financière qu'eux.

Mais leur position est battue en brèche dimanche dans un éditorial de l'hebdomadaire Der Spiegel.

"Il n'y a pas d'alternative aux coronabonds dans la crise", écrit Der Spiegel.

Ces obligations renchériraient le taux auquel emprunte l'Allemagne tandis qu'elles rabaisseraient celui de l'Italie mais "Berlin peut se le permettre". Rome, en revanche, sera bientôt dans l'incapacité de s'adresser seule aux marchés des capitaux parce que les taux d'intérêts sont trop élevés.

"Et maintenant, tous pour un", écrit également Cersti Gammelin dans le Sueddeutsche Zeitung, reprochant au gouvernement de ne pas écouter les conseils des économistes.

Pour la journaliste, il y va de l'avenir de la monnaie unique: "si le veto allemand (aux coronabonds) l'emporte, la grave crise en Italie pourrait faire exploser l'euro".

GHARDAÏA Le confinement sanitaire salué et respecté par la population

Salué par l'ensemble de la population, le confinement sanitaire partiel pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) a été respecté dimanche soir dans les différentes localités de la wilaya de Gharadaïa.

Cette décision de confinement sanitaire décidée par le Premier ministre pour endiguer la propagation du virus coronarien a connu l'adhésion de tous les habitants de la vallée du M'zab avec ses quatre communes (Daya Ben-Dahoua, Gharadaïa, Bounoura et El-Atteuf) ainsi que les différentes autres localités de la wilaya (Métlili, Guerrara, Zelfana, Berriane et El-Menea).

En cette période d'urgence sanitaire, de nombreux citoyens de Gharadaïa ont souhaité le confinement de la population, mais aussi un dépistage massif pour traiter la maladie au stade précoce.

"Depuis le début de la pandémie Covid-19, de nombreuses personnes ont peur de contracter le virus, d'autres ont surtout peur pour leur famille ou l'entourage familial et souhaitent pour cela une intensification des dépistages", a indiqué Djamel.B, un psychologue clinicien de Gharadaïa.

Mettant en avant les efforts importants déployés par les pouvoirs publics afin d'endiguer rapidement cette pandémie et la mobilisation tous azimuts en vue d'y faire face, Ammi Bakir, un notable du ksar de Mélika, a rappelé que le confinement quasi-total a été instauré dans le ksour du M'zab par l'organisation sociale propre à chaque ksar.

Dès l'apparition de cette pandémie, les autorités religieuses (Azzaba) du M'zab ont réparti les tâches pour des groupes de bénévoles pour veiller à la sécurité sanitaire et aux mesures de prévention pour chaque ksar, en effectuant des opérations de nettoyage et de désinfection, le contrôle des accès, la prise en charge des malades, des personnes âgées et l'interdiction des rassemblements ainsi que les mariages collectifs, a-t-il assuré. Des groupes de jeunes bénévoles dans le ksour ont été désignés pour effectuer des commissions et l'approvisionnement à domicile en produits de consommation, a-t-il ajouté.

Les mesures entreprises par les autorités locales dans la région ont également contribué au bon déroulement de la mise en œuvre de l'état de confinement sanitaire partiel visant à endiguer la propagation du Covid-19.

Ces mesures ont porté, outre le lancement de campagnes de sensibilisation au niveau des institutions (wilaya, collectivités locales, sûreté, protection civile, gend armée et forêts) ainsi que par des spots radiodiffusés sur la gravité de la pandémie et la mobilisation des ressources matérielles et humaines nécessaires aux opérations de désinfection.

Des patrouilles de police, de gendarmerie et d'agents communaux ont sillonné les quartiers et rues des différentes localités de la wilaya en lançant, via mégaphone, des appels à observer le confinement, et ont salué la large adhésion des habitants à cette mesure.

Pour conforter l'adhésion de la population au confinement sanitaire, les autorités locales ont déployé des agents de sécurité dans toute la région pour contrôler et vérifier les autorisations de toute personne qui circule, qu'elle soit en voiture ou à pied, et d'apporter aide aux personnes en détresse.

De nombreux citoyens ont salué cette décision de confinement sanitaire qui va permettre de limiter la propagation du coronavirus parmi la population.

"Je ne sors de chez moi que si j'ai un besoin urgent d'aller chez le médecin ou d'acheter des médicaments", a assuré Abderrahmane.M, un citoyen du quartier de Théniet El-Makhzen qui "veille au respect des mesures d'hygiène et salue le travail accompli par les autorités".

"Nous nous devons de respecter les consignes pour leur faciliter la tâche", a-t-il conclu.

LA MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE, DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION DE LA FEMME, KAOUTAR KRIKOU ET DE LA CONDITION DE LA FEMME, KAOUTAR KRIKOU 3 espaces de quarantaine supplémentaires pour les sans-abri

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou a annoncé dimanche à Alger l'ouverture de trois (3) espaces de quarantaine supplémentaires pour les sans-abri avant leur placement dans des centres relevant du secteur, dans le cadre de la prévention contre le Covid-19.

En marge d'une visite d'inspection au Centre d'accueil et d'hébergement d'urgence des sans-abri à Dely Ibrahim et à Diar Rahma à Birkhadem, la ministre a précisé que, dans le cadre de la campagne nationale de prise en charge des sans-abri, trois espaces de quarantaine supplémentaires avaient été ouverts à El-Madania, Bologhine et Rouiba pour isoler les sans-abri et éviter la propagation de l'épidémie de Covid-19.

Au titre des mesures prises pour faire face à l'épidémie, les sans-abri bénéficient d'un



accompagnement et d'une prise en charge psychologique et médicale tout au long de la quarantaine, au terme de laquelle ils seront placés dans les différents centres relevant du secteur de la Solidarité nationale, a fait savoir Mme Krikou. A cette occasion, la ministre n'a pas manqué de saluer les efforts consentis par les travailleurs du secteur pour accompagner cette catégorie vulnérable, en particulier dans la conjoncture actuelle qui exige la conjugaison des efforts de tous pour faire face à la pandémie.

PROTECTION CIVILE Quelque 750 interventions durant la première période de confinement partiel à Alger

Les services de la Protection civile d'Alger ont effectué, durant la première période de confinement partiel, quelque 750 interventions, dont 10 évacuations de personnes suspectées d'atteinte au nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris dimanche auprès du chargé de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Benkhalfallah. Quelque 744 interventions d'évacuation et de secours entre 19h et 7h ont été opérées

durant la période allant du 24 mars au 5 avril en cours, période de confinement partiel à Alger avant son prolongement, a indiqué à l'APS le lieutenant Benkhalfallah. Il a précisé, en outre, que 10 interventions ont concerné l'évacuation de personnes suspectées d'atteinte au Covid-19, dont 3 cas se sont révélés positifs, soulignant le contact permanent avec les services sanitaires pour être informés de l'état des personnes évacuées et prendre le cas échéant les

mesures requises pour les équipes qui ont effectué l'évacuation.

Se félicitant de "zéro cas parmi" les équipes effectuant les évacuations, le représentant de la Protection civile d'Alger a mis en avant "la rigueur" adoptée par les services opérant sur le terrain, notamment les mesures strictes pour ce qui est de l'uniforme de protection et les opérations de désinfection des ambulances au niveau de l'unité centrale de la Protection civile.

Le secteur de la formation professionnelle confectionne 27.000 masques à Relizane et Naama

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels des wilayas de Relizane et Naama contribue aux efforts de prévention de la propagation du coronavirus avec la confection de 27.000 masques de protection, a-t-on appris dimanche des deux directions du secteur.

La couture de ces moyens de protection, lancée la semaine dernière dans 6 établissements de formation de la wilaya de Relizane, a permis la production d'un total de 7.000 bavettes, selon le directeur de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels.

Rabah Bouhafis a indiqué que ce nombre de masques sera livré aux services de la wilaya pour les remettre au personnel des différentes établissements de santé et aux agents de la protection civile, notant que d'autres quantités de ces masques seront confectionnées ultérieurement.

Cette initiative a permis de mobiliser du personnel composé de 20 enseignants et travailleurs bénévoles, a fait savoir le même responsable, signalant la contribution des entreprises économiques et de bienfaiteurs en faisant don de matières premières. Il est prévu au courant de la semaine en cours au centre de formation profes-

sionnelle et d'apprentissage de Yellel le lancement de la couture de vêtements de protection en coordination avec des associations locales.

Dans la wilaya de Naama, 20.000 masques de protection médicale ont été confectionnés dans un atelier affilié au CFPA "Mohamed Boudiaf" de Mécheria, selon la direction du Secteur. Cette action de solidarité, visant à renforcer au cours des prochains jours les établissements de santé de la wilaya, est menée par des enseignants et stagiaires du secteur de la formation professionnelle et des bénévoles, notamment des couturières et des artisans, alors que des techniciens spécialisés de la direction de la santé et de la population supervisent le suivi de la conformité de ces masques aux normes en vigueur, selon la même source.

Le tissu demandé a été acquis par la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, alors que des bienfaiteurs ont fourni d'autres produits utilisés dans la confection et la stérilisation de ces masques.

La même source a annoncé qu'un atelier similaire sera ouvert à travers les CFPA "Hadari Mohamed" à Ain Sefra pour offrir une opportunité aux volontaires

et à ceux qui souhaitent faire un don afin de contribuer à de telles initiatives de solidarité.

Par ailleurs, une équipe spécialisée composée d'étudiants doctorants et de professeurs d'université au département des sciences naturelles et vie de l'Institut des sciences et de technologie du centre universitaire "Salhi Ahmed" de Naama lancera la production de pro-

duits stérilisants et de désinfectants au profit de la direction de la santé et de la population, a indiqué le directeur de l'institut d'enseignement supérieur, Ahmed Djilaili. Les services de la wilaya contribueront à fournir de la matière première pour la production de flacons de stérilisation alcoolique pour les mains qui seront préparés au laboratoire de biologie relevant du département précité.

ORAN

Report de la distribution de plus de 2.300 logements AADL en raison du coronavirus

La distribution de 2.304 logements de type location-vente, réalisés au nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" dans la commune de Misserghine (Oran), a été reportée en raison de l'épidémie du coronavirus, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de l'Habitat.

L'attribution de ce quotas de logements, programmée pour fin mars dernier, a été reportée dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie du coronavirus, a-t-on expliqué, indiquant que le quota comprend 2 000 logements de type location-vente sur le site 2, et 304 autres sur le site 3.

Ce lot devait être le deuxième à être distribué au nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana", après la distribution en novembre dernier de 2 800 logements AADL.

A noter la programmation de l'attribution d'un total de 15.143 logements de type location-vente (AADL) dans le pôle urbain de Misserghine se fera progressivement jusqu'à la fin de l'année en cours.

CORONAVIRUS

Le SG de l'ONU exhorte le monde à protéger les femmes

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté dimanche le monde à protéger les femmes et jeunes filles "à la maison", alors que le confinement provoqué par la pandémie de Covid-19 exacerbe les violences conjugales et dans les familles.

"La violence ne se cantonne pas aux champs de bataille", a-t-il souligné dans un communiqué et une vidéo en anglais sous-titrée en français, arabe, espagnol, chinois ou russe, en rappelant son appel récent à un cessez-le-feu sur tous les théâtres de guerre pour mieux lutter contre la maladie.

"Malheureusement, de nombreuses femmes et jeunes filles se retrouvent particulièrement exposées à la violence précisément là où elles devraient en être protégées.

Dans leurs propres foyers. C'est la raison pour laquelle je lance aujourd'hui un nouvel appel pour la paix à la maison, dans les foyers, à travers le monde entier".

"Ces dernières semaines, tandis que s'aggravaient les pressions économiques et sociales et que la peur s'installait, le monde a connu une horrible flambée de violence domestique", a déploré le chef de l'ONU.

"J'engage tous les gouvernements à prendre des mesures de prévention de la violence contre les femmes et à prévoir des recours pour les victimes dans le cadre de leur plan d'action national face au Covid-19", a-t-il ajouté. En réclamant que la justice continue de poursuivre les coupables, Antonio Guterres a notamment demandé la mise en place de "systèmes d'alerte d'urgence dans les pharmacies et les magasins d'alimentation", seules enseignes à rester ouvertes dans de nombreux pays.

Il faut "faire en sorte que les femmes puissent demander de l'aide de manière sûre, sans que ceux qui les maltraitent s'en rendent compte", a-t-il insisté.

Selon l'ONU, qui dit ne pas être en mesure à ce stade de quantifier le nombre de femmes ou jeunes filles subissant dans le monde des violences familiales en raison du confi-



nement, une femme sur trois expérimente la violence durant sa vie.

Aujourd'hui, avec la pandémie, de nombreuses femmes sont prises au piège dans leur maison avec leur agresseur et le phénomène peut concerner tous les pays, constatent les Nations unies.

Ainsi, aux Etats-Unis, plusieurs villes ont rapporté un nombre croissant de cas de violences familiales et d'appels à ce sujet.

En Inde, le nombre de dossiers a doublé au cours de la première semaine de restriction de mouvements, selon la Commission nationale pour les femmes.

La première semaine de restrictions en Afrique du Sud s'est traduite par près de 90.000 plaintes de violence, tandis qu'en France, la violence domestique a cru d'un tiers en une semaine. Le gouvernement australien a rapporté pour sa part avoir constaté une augmentation de 75% des recherches sur internet pour un soutien face à des violences dans les foyers. Les exemples ci-dessus ont été

rapportés par des organisations ou des pays ayant des systèmes établis pour la protection des femmes.

Alors que le virus se répand, les Nations unies disent s'attendre à avoir moins d'informations de pays disposant d'institutions faibles, avec des chiffres ne reflétant que le sommet de l'iceberg et lespires cas.

"Ensemble, nous pouvons et devons empêcher la violence partout, dans les zones de guerre comme dans les foyers, tandis que nous nous efforçons de vaincre le Covid-19", a plaidé Antonio Guterres.

L'ONU juge enfin que les violences faites aux femmes risquent de prendre des tournures plus complexes: l'exposition au coronavirus utilisé comme une menace, femmes expulsées de leur domicile sans endroit où aller, police et justice submergées et faisant des priorités...

A ce sujet, l'ONU pousse les gouvernements à continuer à prévoir des abris pour les femmes abusées et de garder ce dossier dans leur définition des services essentiels.

VANUATU - MÉTÉO

Le cyclone Harold se renforce en se dirigeant vers Vanuatu dans le Pacifique sud

Des météorologues ont indiqué lundi qu'un cyclone se dirigeant vers Vanuatu, dans le Pacifique sud, s'est renforcé pour atteindre la catégorie 5, soit la plus élevée, causant des vents destructeurs et une mer "phénoménale". Le cyclone tropical Harold, qui a fait au moins cinq morts et 22 disparus dans les îles Salomon en fin de semaine dernière, s'est renforcé dans la nuit de dimanche à lundi en se déplaçant vers l'est, a précisé le service météorologique de Vanuatu. Les vents atteignent désormais les 235 km/h sur son passage, et les autorités ont donné l'alerte dans plusieurs provinces de Vanuatu, un pays composé de 80 îles s'étendant sur quelque 1.300 km.

Elles ont averti la population du risque d'inondations et demandé aux navires de rester au port. Le cyclone Harold est attendu mardi matin au nord de la capitale Port Vila. Au moins 22 passagers d'un ferry affrété dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus sont portés disparus dans les îles Salomon, après avoir semble-t-il été emportés par les vagues générées par ce cyclone, a indiqué dimanche la police locale. Cinq corps ont également été retrouvés, a-t-elle ajouté, précisant que les recherches se poursuivraient lundi. Des survivants ont raconté que plusieurs personnes avaient été emportées par d'énormes vagues et des vents violents, qui ont atteint le ferry vendredi avant l'aube. Le MV Taimareho avait quitté jeudi soir la capitale Honiara en direction de West A'are sur l'île de Malaita, distante de plus de 120 kilomètres. Son voyage s'inscrivait dans un programme gouvernemental d'évacuation de personnes vers leurs villages d'origine, afin de lutter contre la pandémie. Un cyclone de même intensité avait dévasté la capitale de Vanuatu en 2015, faisant 11 morts.

PAKISTAN - CORONAVIRUS
20.000 fidèles d'une congrégation musulmane mis en quarantaine au Pakistan

Quelque 20.000 fidèles ayant participé en dépit de la progression du Covid-19 à un rassemblement d'un mouvement rigoriste musulman à Lahore ont été mis en quarantaine, ont annoncé dimanche les autorités pakistanaises, qui en recherchent toujours des dizaines de milliers d'autres. Face à la propagation du nouveau coronavirus, le gouvernement avait interdit cette itjema, une réunion de masse du Tablighi Jamaat. Mais ses organisateurs étaient passés outre et, selon eux, plus de 100.000 personnes en provenance de 70 pays s'étaient retrouvées à cette occasion du 10 au 12 mars dans les environs de la capitale du Pendjab (est). Ces fidèles, que les autorités voudraient désormais soumettre à des tests pour savoir s'ils sont porteurs du virus, se sont depuis éparpillés au Pakistan et hors de ses frontières. Dans la seule ville de Lahore, 7.000 de ces missionnaires musulmans ont été jusqu'à présent mis en quarantaine, tandis que 8.000 autres ont subi le même sort dans la province méridionale du Sindh et 5.300 dans celle de Khyber Pakhtunkhwa (nord-ouest), dont "certains ont été testés positifs", a déclaré dimanche Ajmal Wazir, un porte-parole de l'administration cette région.

Au moins 154 tablighis ont également jusqu'ici été testés positifs au Covid-19 au Pendjab et dans le Sindh, dont au moins deux sont morts après avoir participé à l'itjema, selon les autorités. Les deux premiers cas officiellement déclarés de coronavirus dans l'enclave palestinienne de la bande de Gaza étaient des personnes qui avaient pris part au rassemblement à Lahore, selon la représentation palestinienne à Islamabad. Au moins 45 personnes sont mortes des suites de la pandémie au Pakistan, un pays de 200 millions d'habitants dont le système de santé est en déshérence. En Inde, une réunion de milliers de tablighis à New Delhi, où se trouve le siège de cette congrégation internationale, a aussi provoqué une traque de ses participants, après qu'au moins dix tablighis indiens sont morts du Covid-19. Les enquêtes sanitaires relient a posteriori de nombreux cas dans toute l'Inde à cet endroit situé dans une enclave pauvre entourée de quartiers riches de la capitale indienne. Un autre rassemblement en mars à Kuala Lumpur avait également abouti à des centaines de contaminations dans une demi-douzaine de pays, dont la Malaisie.

APS

EQUATEUR

Des cercueils en carton pour les victimes du coronavirus

La ville équatorienne de Guayaquil, particulièrement affectée par la pandémie de coronavirus et où des vidéos ont montré des cadavres dans les rues, tente de faire face à l'augmentation des décès avec des cercueils en carton, a-t-elle annoncé dimanche.

L'Association des fabricants de carton en a offert 1.000 à la municipalité, qui les a remis à deux cimetières de la ville.

"C'est pour qu'ils puissent répondre à la demande de cercueils, car elle est très élevée, et il n'y en a plus en ville ou ils sont très chers", a expliqué un porte-parole de la mairie cité par l'AFP.

Une pénurie confirmée par Santiago Olivares, propriétaire d'une entreprise de pompes funèbres.

"J'ai vendu les 40 (cercueils) de ma succursale du centre-ville et 40 autres au siège. J'ai dû en commander 10 autres pour le week-end et ils



sont déjà partis", a-t-il témoigné. L'Equateur comptait dimanche soir 3.646 cas positifs au Covid-19 dont 180 sont décédés.

La province de Guayas, dont Guayaquil est la capitale, est celle qui a enregistré le plus grand nombre de cas en Equateur, avec 2.524 personnes contaminées et 126 morts.

Vers le milieu de cette semaine, des militaires et des policiers sont venus enlever 150 corps qui

gisaient dans des habitations de Guayaquil, la ville la plus peuplée d'Equateur, sur la côte Pacifique, et la plus affectée par la maladie.

Ces forces sont intervenues en raison du chaos provoqué dans la ville par le coronavirus, qui a ralenti le transport des corps des personnes mortes de cette maladie ou d'autres causes.

Des vidéos montrant des gens masqués s'effon-

drant dans les rues ou des corps abandonnés ont été diffusées sur les réseaux sociaux. Le vice-président équatorien, Otto Sonnenholzner, a présenté samedi ses excuses pour cette situation.

"Cette semaine, nous avons subi une forte détérioration de notre image internationale, nous avons vu des images qui n'auraient jamais dû exister", et "je vous présente des excuses pour cela", a dit le vice-président dans une déclaration radio-télévisée. Un couvre-feu de 15 heures par jour a été instauré en Equateur.

Confronté à la pandémie, le gouvernement du président Lenin Moreno a déclaré l'état d'exception, l'urgence sanitaire, la suspension du travail sur le lieu habituel d'activité, la suspension des cours dans les établissements d'enseignement, la restriction de la circulation automobile et la fermeture des frontières.

E P I D E M I E D E C O R O N A V I R U S

L'Association des Oulémas musulmans algériens fait don d'équipements au CHU de Sétif

Deux salles de réanimation du Centre hospitalier universitaire (CHU) Mohamed Abdennour Saâdna de Sétif seront renforcées cette semaine par des équipements octroyés par l'association des Oulémas musulmans algériens, a-t-on appris dimanche du chef du bureau local de l'association, Moussa Mili.

S'inscrivant dans le cadre des opérations de solidarité initiées par l'Association des Oulémas musulmans algériens depuis l'apparition des premiers cas de coronavirus en Algérie, l'opération va permettre d'équiper deux salles de réanimation du CHU de Sétif en matériels modernes parmi lesquels deux respirateurs artificiels et plusieurs lits médicalisés, a indiqué à l'APS le responsable.

L'initiative est impulsée par la plateforme médicale de l'association des Oulémas musulmans, qui compte parmi ses membres 30 médecins généralistes et spécialistes, à la suite de la confirmation de plusieurs cas de Covid-19 à travers la wilaya de Sétif, a-t-il ajouté.

Pour rappel, le bureau de wilaya de l'Association des Oulémas musulmans algériens a mené plusieurs campagnes de prévention, portant notamment sur la désinfection et la stérilisation des établissements publics, à l'image du CHU "Mohamed Abdennour Saâdna" et des hôpitaux d'Ain Ouelmane et d'El Eulma, en plus de l'établissement public spécialisé en psychiatrie d'Ain Abassa. Des centres de rééducation, des bureaux de poste, des maisons de retraites, des orphelinats en plus de la direction de l'Education ont également pu être désinfectés à la faveur de cette campagne, selon la même source. L'Association a procédé à d'autres actions de solidarité, telles que la distribution de pas moins de 100 000 masques médicaux aux personnels des différents établissements de santé la wilaya, en plus de gants et de gels antiseptiques.

ENIE se lance dans la production d'insufflateurs et de respirateurs

L'Entreprise Nationale de l'Industrie Electronique (ENIE), s'est lancée dans la conception et la fabrication d'insufflateurs artificiels et de respirateurs automatiques pour faire face aux déficits des hôpitaux en ces équipements, a-t-elle annoncé dimanche dans un communiqué. Cette filiale du Groupe public Elec El-Djazaïr, relevant du ministère de l'Industrie et des Mines, a affirmé que l'initiative intervient pour contrer le problème lié au manque de ces dispositifs dans les hôpitaux, ce qui entrave grandement le travail des professionnels de la santé dans l'accomplissement de leur devoir d'assistance aux malades souffrant de problèmes respiratoires. A cet effet, l'ENIE s'est engagée dans la conception d'un « mécanisme d'insufflateur artificiel qui remplacera l'intervention manuelle d'assistance respiratoire à travers les moyens traditionnels », a-t-elle souligné. L'insufflateur en question est une version extrêmement simplifiée des respirateurs artificiels classiques, a-t-elle détaillé dans son communiqué. Le prototype a été spécialement conçu, développé et configuré pour répondre aux besoins des patients dont les capacités respiratoires auraient été affectées des suites d'une infection virale ou autres maladies et qui nécessitent une assistance automatisée pour le maintien ou l'amélioration de la fonction respiratoire, a précisé la même source. L'entreprise publique s'est également lancée dans des actions de solidarité après la publication, le 31 mars dernier, de la décision de la société Medtronic de la cession, à titre humanitaire, de ses droits d'auteurs sur l'invention du système de respiration médicale PB560, dans la fabrication des respirateurs automatiques dans le but de contribuer pour contenir cette pandémie.

PR BENBOUZID:

"300.000 boîtes de chloroquine disponibles"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le Professeur Abderrahmane Benbouzid a fait état, dimanche à Alger, de la disponibilité de 300.000 boîtes du médicament "Chloroquine" et de 500.000 boîtes de l'antibiotique "Azythromycine" destinés au traitement des patients atteints du Covid-19.

La Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) dispose d'un stock de 300.000 boîtes du médicament "chloroquine" et de 500.000 boîtes de l'antibiotique "azythromycine" destinés au traitement des malades atteints du Covid-19, a indiqué le ministre devant les membres de la cellule de crise installée par l'Etablissement hospitalo-universitaire (EPH) Mustapha Pacha. Rassurant les citoyens quant à la disponibilité de ces deux médicaments, Professeur Benbouzid a rappelé que "le meilleur traitement efficace est d'observer les mesures préventives auxquelles ont appelé les Pouvoirs publics, notamment le respect du confinement".

A rappeler que jusqu'à samedi dernier, d'après le dernier bilan quotidien du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, le traitement à "la chloroquine et l'azythromycine" a été prescrit à plus de 600 patients dans les différents établissements hospitaliers et a donné des résultats satisfaisants, permettant la guérison de plusieurs malades, dans l'attente de l'élaboration d'une étude nationale précise par les experts.



Pr Benbouzid : "le scanner thoracique comme alternative pour le dépistage"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a donné dimanche à Alger son accord aux spécialistes pour l'utilisation du scanner thoracique comme alternative pour le dépistage du Covid-19 afin que le traitement à la chloroquine puisse être administré rapidement et éviter ainsi la détérioration de l'état du patient et la propagation de l'épidémie.

Le ministre a précisé, devant les membres de la cellule de crise installée par l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) Mustapha-Pacha, que si beaucoup de patients arrivent aux services hospitaliers avec l'augmentation attendue du nombre de cas dans les prochains jours, "il convient de recourir au scanner thoracique pour le diagnostic des atteintes pulmonaires dues au nouveau coronavirus afin que le traitement à la chloroquine puisse être administré rapidement aux patients avant la détérioration de leur état et la propagation de l'épidémie". Certaines cliniques privées d'imagerie médicale "se tiennent prêtes à offrir leurs services si les hôpitaux sont

submergés", a dit M. Benbouzid. Selon le chef du service d'imagerie à l'EHU Mustapha-Pacha, Pr Chafaa Aimeur, "le scanner peut se faire en quelques secondes et être interprété en quelques minutes ce qui permet d'administrer le traitement rapidement et de placer le patient sous surveillance médicale directement au lieu d'attendre 24 heures pour obtenir les résultats du dépistage par PCR". De son côté, le directeur des activités médicales et paramédicales à l'EHU Mustapha-Pacha, Pr. Mohamed Belhadj, est revenu sur les mesures préventives et les précautions prises par l'établissement, notamment l'installation d'une cellule de crise et l'organisation de l'orientation des patients entre les services mobilisés, précisant que l'hôpital recevait entre 10 et 15 cas par jour. L'hôpital dispose d'une capacité de 150 lits pouvant être élargie, selon les besoins, aux services de médecine interne, de pneumologie et des maladies infectieuses, a-t-il fait savoir. Pour sa part, Pr Samia Taghit, chef de service de pneumologie a insisté sur "l'impératif de protéger les personnels

de la santé publique qui veillent, jour et nuit, à la prise en charge des malades".

Pour Pr Noureddine Smail, chef de service épidémiologie "il est impératif de communiquer les chiffres réels sur les cas atteints et les décès, en dépit du fait qu'il est impossible de s'assurer que certains cas de décès étaient porteurs du virus que si les proches de la personne décédée à l'hôpital avant d'avoir effectué les analyses, qu'elle souffrait d'une très forte fièvre et d'autres symptômes, ce qui permet de porter le cas sur la liste des personnes atteintes".

Le directeur de l'Etablissement, Abdesslem Benana a assuré, quant à lui, de "la disponibilité d'un stock suffisant de tests de dépistage du coronavirus, ce qui allégera la pression sur l'institut Pasteur et permettra de prendre en charge les personnels de la santé au niveau de l'Etablissement".

"Si la situation vient à s'aggraver, il sera fait appel à certaines cliniques privées pour l'hospitalisation des cas complexes, notamment celles disposant de respirateurs artificiels", avait déclaré le ministre de la Santé.

"Les cas dépistés positifs et les sujets contacts hébergés dans des hôtels"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a affirmé, dimanche à Alger, que les cas dépistés positifs au Covid-19, sans signes de gravité, et les sujets ayant été en contact étroit avec ces derniers seront hébergés dans des hôtels, lorsque les hôpitaux ne seraient plus en mesure de prendre en charge tous les cas infectés.

Le ministre qui intervenait lors d'une rencontre avec les membres de la cellule de crise du CHU Mustapha Pacha, a affirmé que les cas dépistés positifs au Covid-19, sans signes de gravité, ainsi que les personnes ayant été en contact étroit avec ces derniers, seront hébergés dans des hôtels, lorsque les hôpitaux ne seraient plus en mesure de prendre en charge tous les cas infectés, et ce à travers tout le territoire national,

qualifiant cette démarche de "solution idoine pour endiguer la propagation du virus".

Pour M. Benbouzid, l'hébergement de ces cas "permet de mieux les contrôler et de s'assurer qu'ils ne contamineront personne", vu le contrôle strict auquel ils sont soumis dans ces structures, soulignant que le "nombre de personnes infectées sera revu à la hausse à travers différentes wilayas dans les prochains jours". Tris cellules installées par le ministère travaillent d'arrache-pied 24h/24 et collectent les données en temps réel de toutes les régions du pays, a-t-il ajouté soulignant que cette méthode numérique avait beaucoup aidé le ministère dans sa gestion de la crise.

Concernant le protocole thérapeutique à base de Chloroquine associée à certains antibiotiques, le ministre a indiqué qu'il

avait jusqu'à présent prouvé son efficacité, appelant le corps médical à le généraliser aux personnes ayant été en contact étroit avec des cas suspects ou avérés, tout en restant vigilants sur les effets secondaires pour certains cas.

Cette pandémie mondiale « mis à nu les défaillances du secteur », a souligné Pr. Benbouzid, s'engageant à revoir le système de santé et à y opérer une réforme "profonde" à l'avenir. S'agissant de la gestion des Urgences médicales à travers tout le territoire national, le premier responsable du secteur a déploré une mauvaise gestion des transferts de patients entre établissements sanitaires, notant qu'il est « inadmissible » d'opter pour un transfert au moment où très peu de lits sont occupés. Il a déploré également le comportement de certains

membres du corps médical, ajoutant que les exemples en la matière dénotent un « désastre » dans certains établissements de santé.

"Il semblerait que la transparence dans le travail déplaît à certains médecins", notamment en ce qui concerne la numérotation des services, pis encore « certains ne daignent même pas se conformer aux décisions de l'Administration centrale », ce qui influe négativement sur la qualité du service prodigué au citoyen, a-t-il fait remarquer. Outre l'ouverture d'un nouveau service d'Urgences médicales au CHU Mustapha Pacha, Pr.

Benbouzid a annoncé l'équipement de 87 polycliniques à travers le territoire national, en matériel d'urgences pour décharger les services d'urgences et rapprocher la santé du citoyen.

E P I D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Plus de 65.000 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a fait au moins 65.272 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un nouveau bilan établi par des agences sur la base de sources officielles dimanche.

En outre, plus de 1.206.480 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 190 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Parmi ces cas, au moins 233.300 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

L'Italie, qui a recensé son premier décès lié au coronavirus fin février, est le pays le plus touché en nombre de morts avec 15.362 décès pour 124.632 cas.

Au total, 20.996 personnes sont considérées comme guéries par les autorités italiennes.

Après l'Italie, les pays les plus touchés sont l'Espagne avec 12.418 morts pour 130.759 cas, les Etats-Unis avec 8.503 morts (312.245 cas), la France avec 7.560 morts (89.953 cas), et le Royaume-Uni avec 4.313 morts (41.903 cas).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a dénombré au total 81.669 cas (30 nouveaux entre samedi et dimanche), dont 3.329 décès (3 nouveaux), et 76.964 guéris.

En nombre de cas, les Etats-Unis sont le pays le plus touché, avec 312.245 contaminations offi-



ciellement recensées, dont 8.503 décès et 15.021 guéris.

L'Europe totalisait dimanche à 11h00 GMT 47.093 décès pour 642.330 cas, les Etats-Unis et le Canada 8.747 décès (326.117 cas), l'Asie 4.172 décès (117.571 cas), le Moyen-Orient 3.779 décès (74.670 cas), l'Amérique latine et les

Caraïbes 1.052 décès (30.539 cas), l'Afrique 388 décès (8.578 cas), et l'Océanie 41 décès (6.675 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ITALIE

Les décès en Italie au plus bas depuis plus de deux semaines (protection civile)

Le nombre de morts du nouveau coronavirus officiellement recensés en 24 heures en Italie (525) est le plus bas depuis plus de deux semaines, a annoncé dimanche la protection civile. Cela représente une baisse d'un quart des décès par rapport à samedi (681).

Il faut remonter au 19 mars pour trouver un bilan plus faible (427).

Près de 16.000 personnes sont mortes du Covid-19 en Italie, pays le plus endeuillé du monde, selon les chiffres officiels. "La courbe a commencé sa descente", s'est félicité le patron de l'Institut supérieur de la Santé, Silvio Brusaferro.

La baisse du nombre des morts "est une donnée très importante", a-t-il dit.

"Si ces données se confirment, nous devons réfléchir à la phase 2" du plan de redémarrage de l'Italie, qui prévoit une reprise d'une partie de l'activité productive de la troisième économie européenne. Cette phase 2 a été décrite par les autorités comme une période de "cohabitation" avec le virus. Ces résultats sont "conquis jour après jour et il est important de maintenir les mesures qui ont fait diminuer la courbe", a-t-il toutefois dit.

Déjà, depuis près de quatre semaines, les 60 millions d'Italiens sont soumis à de strictes mesures avec interdiction de rassemblements, limitation drastique des déplacements et ralentissement considérable de l'activité économique.

Toutefois, les services sanitaires italiens ont comptabilisé près de 3.000 personnes infectées supplémentaires ces dernières 24 heures.

Le masque est désormais "obligatoire", affirme l'OMS

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) recommande aux populations du monde de porter "obligatoirement" le masque pour se protéger du coronavirus (Covid-19).

L'OMS a indiqué samedi qu'"il est établi que des personnes en période d'incubation ou en état de portage asymptomatique excrètent le virus, c'est-à-dire l'évacuent dans l'air, et entretiennent la transmission de l'infection". Une position qui contraste avec le début de l'épidémie (en décembre en Chine), quand l'OMS et de nombreux gouvernements répétaient que les masques doivent être uniquement utilisés par les soignants, les malades et leur entourage proche, en disant s'appuyer sur des données scientifiques. Parmi les raisons de l'évolution du discours sur les masques, l'émergence d'une hypothèse: Le coronavirus pourrait se transmettre via l'air expiré, "les aérosols" dans le jargon scientifique.

On suspecte que "le virus puisse se transmettre quand les gens ne font que parler, plutôt que seulement lorsqu'ils éternuent ou toussent", a, dans ce sens, déclaré vendredi soir sur Fox News le spécialiste américain Anthony Fauci, conseiller du président Donald Trump, une déclaration qui s'appuie sur les premiers résultats d'études scientifiques préliminaires rassemblées par les Académies américaines des sciences.

Ainsi, l'OMS et les médecins recommandent désormais de porter le masque obligatoirement.

Dès aujourd'hui, plusieurs pays du monde, ont commencé à inciter vivement, quand ils n'obligent pas déjà, leurs populations à en porter, pour les sorties pendant la période de confinement. La pandémie de Covid-19 a fait au moins 65.272 morts dans le monde, en majorité en Europe, depuis son apparition en décembre en Chine, selon un nouveau bilan établi par des agences sur la base de sources officielles dimanche. En outre, plus de 1.206.480 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 190 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

APS

ETATS-UNIS plus de 9.000 décès liés au COVID-19

Le nombre total de décès liés au COVID-19 aux Etats-Unis dépassait les 9.000 dimanche, selon les données compilées par le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns-Hopkins. Au total, 9.132 personnes sont décédées de la pandémie, sur 321.762 cas confirmés à travers le pays,

à indiqué le CSSE. L'Etat de New York a enregistré le plus grand nombre de décès dans le pays, avec 4.159 morts.

Parmi les autres Etats les plus touchés, le New Jersey a annoncé 846 décès, le Michigan 540, et la Californie 324, selon le CSSE.

FRANCE 357 morts de plus en France en 24h, chiffre le plus bas depuis une semaine

La France a recensé 357 décès de plus à cause du Covid-19 à l'hôpital au cours des dernières 24 heures, soit le chiffre le plus bas depuis une semaine, a annoncé dimanche la Direction générale de la Santé (DGS). Au total, le pays compte 8.078 personnes mortes depuis le début de l'épidémie, dont 5.889 à l'hôpital et 2.189 dans les maisons de retraite et autres établissements médicaux-

sociaux. En outre, un indicatif majeur connaît une décélération: la DGS compte 140 entrées en réanimation en plus depuis hier, un solde "qui reste positif mais se réduit progressivement", selon le communiqué, portant le nombre de patients en réanimation à 6.978.

La DGS prévient toutefois que l'ensemble des données "confirme que l'épidémie se poursuit dans

notre pays et continue à frapper durement", indique le texte. Au total, 28.891 personnes sont hospitalisées à cause du Covid-19, soit 748 personnes de plus que samedi, et ce "en tenant compte des sorties qui sont de plus en plus nombreuses". Depuis le début de l'épidémie, ce sont plus de 16.000 personnes qui sont sorties guéries de l'hôpital, fait savoir la DGS.

SÉNÉGAL - FRANCE Un officiel sénégalais fustige "l'inconscient colonial" sur le coronavirus

Le porte-parole du président sénégalais Macky Sall a pointé du doigt l'esprit relevant de "l'inconscient colonial" sous-jacent selon lui dans les propos d'un chercheur et un médecin français et dans une note diplomatique sur le coronavirus.

Abdou Latif Coulibaly réagit, dans une tribune aux accents personnels publiée dimanche, aux déclarations d'un chercheur de l'Institut français de la recherche médicale (Inserm) et d'un chef de service d'un hôpital parisien, ainsi qu'à une note du Centre d'analyse, de prévi-

sion et de stratégie (CAPS) du Quai d'Orsay datée du 24 mars.

Ces mots ont suscité de vives expressions d'indignation en Afrique.

Dans les propos diffusés mercredi par la chaîne française LCI, Camille Loch, de l'Inserm, et Jean-Paul Mira, chef de service à l'hôpital Cochin, évoquaient la pertinence éventuelle d'une étude qui pourrait être menée en Afrique autour du vaccin BCG contre le Covid-19, avec la même approche que des études conduites sur les prostituées contre le sida. La note du CAPS, elle, met

en garde contre le risque que le Covid-19 ne balaie des "régimes fragiles" ou "en bout de course" et "incite à anticiper les crises possibles en approchant de futurs interlocuteurs.

Abdou Latif Coulibaly dit avoir été "choqué, comme beaucoup de citoyens africains, traumatisés même" par "le mépris affiché pour la vie des Africains, marqueurs d'un racisme qui s'ignore certainement", de la part du chercheur et du médecin. Ces propos dénotent une "bêtise que je pense congénitale, car elle est (le) pro-

duit d'une histoire coloniale aux séquelles dévastatrices", dit-il.

La note du CAPS est rédigée "dans le même esprit", ajoute-t-il. Le chercheur et le médecin ont présenté leurs excuses. L'Inserm a déclaré que la vidéo avait été tronquée et avait donné lieu à des interprétations "erronées". Jean-Paul Mira, cité dans un communiqué des Hôpitaux de Paris, a plaidé la maladresse.

Les Affaires étrangères françaises ont déclaré pour leur part que leurs paroles "ne reflétaient pas la position" de la France.

Faire aimer les légumes aux enfants, une question de patience

Des chercheurs britanniques viennent de montrer que, pour faire aimer les légumes aux enfants, il faut avant tout multiplier les tentatives avant l'âge de deux ans.

Les épinards ? Ils détestent ça. Les artichauts ? Hors de question. Les haricots verts ? Ils n'en veulent pas non plus. Faire manger des légumes aux enfants peut parfois être un vrai parcours du combattant... Mais pas question non plus de les laisser se gaver de pâtes et de frites !

Une étude menée par des chercheurs de l'université de Leeds (Royaume-Uni) et publiée dans la revue scientifique *PLoS One* dévoile aujourd'hui la solution ultime pour faire aimer les légumes aux enfants. En fait, tout est une histoire de temps : ces chercheurs en sciences psychologiques ont en effet montré que, si les parents font entre 5 et 10 « tentatives légumes » avec leurs enfants avant que ceux-ci n'atteignent l'âge fatidique de 2 ans, les lambins seront nettement moins difficiles par la suite.

Tout se joue avant l'âge de deux ans

Pour en arriver à cette conclusion, l'équipe a proposé de la purée d'artichauts à



près de 330 bébés issus de trois pays et âgés de 4 à 38 mois. Chaque enfant a été l'objet de 5 à 10 tentatives de proposition de légumes. Surprise : les enfants les plus jeunes se sont plus rapidement laissés convaincre par la purée d'artichauts que leurs aînés... La limite d'âge ? Deux ans. La « charnière » (selon les chercheurs) à partir de laquelle les enfants deviennent plus difficiles et rejettent plus facilement les aliments. En résumé, plus l'introduction du légume est précocement dans les repas de l'enfant, plus le légume en question a de chances de devenir une habitude alimentaire...

Autre résultat surprenant lors de l'expérience, la purée d'artichauts était déclinée sous trois formes : naturelle (donc sans aditifs), adoucie (c'est-à-dire sucrée) et enrichie (en lipides). Résultat : les bébés n'ont fait aucune différence entre les trois préparations, qui ont été consommées en quantités égales. Si vous avez l'habitude de noyer les carottes de bébé sous une tonne de ketchup, cette étude montre donc que c'est totalement inutile...

Bébé : Les petits pots trop pauvres en nutriments

Les aliments prêts-à-consommer pour bébés seraient moins intéressants nutritionnellement que les « faits maison », selon une étude écossaise.

Les compotes et purées maison n'ont rien à envier aux plats préparés vendus dans les rayons alimentaires pour bébés. C'est ce qu'affirme une étude de l'université de Glasgow en Ecosse. Les chercheurs ont comparé en 2010 et 2011 l'apport nutritionnel mentionné sur différents aliments pour bébés vendus au Royaume-Uni avec la version équivalente cuisinée maison.

En tout 462 produits dont 364 prêts à l'emploi des marques Heinz, Cow & Gate, HIPP Bio, Boots, Ella's Kitchen et Organix ont été analysés. 44% des plats prépa-

rés étaient destinés aux enfants de 4 mois et plus.

L'apport énergétique, les protéines, les glucides, les matières grasses, le sucre, le sel, le fer et le calcium ont été pris en compte par les chercheurs.

Les résultats, publiés dans *Archives of Disease in Childhood*, montrent qu'un plat préparé salé contient deux fois moins de protéines et de nutriments qu'un fait-maison. Autrement dit, pour avoir l'équivalent en nutriments d'un pot de 50g maison, un bébé devrait manger 100g de plat déjà préparé. Du côté des aliments sucrés, les prêts-à-consommer s'en sortent mieux que les salés puisque le calcium et le fer sont présents en quantité comparable aux aliments maison. En revanche, le tout pré-

paré apporterait trop de sucre et pas assez de protéines.

Pareil que le lait maternel

Préparer soi-même les repas de bébé garantit une alimentation plus diversifiée pour bébé que les plats industriels, concluent les chercheurs. « La plupart des produits prêts-à-consommer ont la même valeur énergétique que le lait maternel, et sont généralement beaucoup moins riches en nutriments que les faits maison », résume le professeur Charlotte Wright, interrogée par Skynews. « Les mères pensent qu'en choisissant des plats préparés, elles donnent quelque chose de différent et de plus nourrissant que le lait maternel, mais en réalité c'est la



même chose, et avant l'âge de six mois, le lait maternel est tout à fait suffisant ». En réaction à cette étude, le Secteur français des Aliments de l'Enfance, syndicat du secteur, a souhaité rappeler que les petits pots constituent « une offre

de qualité en toute sécurité pour accompagner les « bébés ». Avant d'être mis sur le marché, un petit pot est soumis à « 165 contrôles » de qualité et que « l'emploi des colorants, conservateurs et colorants est interdit ».

Alimentation des petits : 5 erreurs à ne pas commettre



C'est entre 1 et 3 ans que les enfants grandissent le plus vite. Pour bien accompagner leur croissance, il y a certaines erreurs alimentaires à ne pas commettre. Le point avec le Dr Vidailhet, professeur de pédiatrie à la faculté de Nancy.

Diversification alimentaire : attention au sucre

Spontanément, les enfants ont une appétence particulière pour le sucre et les produits sucrés. Ce goût se renforce lorsqu'ils consomment des biscuits ou des boissons sucrées. Aussi, dans la journée, n'hésitez pas à limiter la consommation de gâteaux, crèmes desserts et boissons sucrées car ils représentent un apport énergétique important, qui

risque de se faire au détriment d'aliments de meilleure valeur nutritionnelle. Bien sûr, pour familiariser votre enfant avec les aliments « utiles », c'est-à-dire peu caloriques et à haute valeur nutritionnelle, il faut aussi que vous montriez l'exemple : vous aussi, accordez-vous uniquement des grignotages autorisés !

PRÉMATURÉS :

26 semaines, le repère majeur pour le pronostic de l'enfant



L'âge gestationnel des petits prématurés en dirait long sur leur taux de survie, d'après une nouvelle étude espagnole. Au-delà de 26 semaines, nouveau-né aurait de grandes chances de survie, sans complications éventuelles.

Le seul d'amélioration du pronostic vital des bébés prématurés serait fixé à 26 semaines, d'après une étude espagnole publiée dans la revue scientifique *Annales de Pédiatrie*.

Enée, sur 3 236 bébés, l'étude révèle que la survie de nouveau-nés à moins de 23 semaines (soit moins de six mois de grossesse) est exceptionnelle, et entraîne souvent des complications et une hospitalisation lourde.

En revanche, les scientifiques espagnols ont constaté, grâce aux données du registre national des naissances, que le taux de survie augmente de 2 à 26 semaines, passant de 12,5% à plus de 70% de chance de survie.

Les chercheurs ont également calculé que, passé 25 semaines, les enfants prématurés avaient un taux de survie sans complications de près de 30%, contre 12% seulement pour les nouveau-nés de 23 semaines. L'hémorragie intracrânienne, les lésions de la substance blanche du cerveau, les affections broncho-pulmonaires et les affections rétinienne représentent les complications les plus souvent observées.

L'étude souligne malgré tout, que si ce seuil de 26 semaines est à prendre en compte, d'autres facteurs interviennent pour le pronostic du prématuré : le poids de naissance, le sexe de l'enfant (les filles ayant de meilleures chances de se développer normalement), la prise pré-natale de corticoïdes chez la mère.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 13 millions d'enfants naissent prématurément chaque année dans le monde, ce qui représente à bébé sur 10. Plus d'un million de ces prématurés décèdent à la suite de complications, alors que bon nombre de survivants souffrent de troubles visuels et auditifs ainsi que de retards d'apprentissage par la suite.

D'après l'OMS, les grossesses multiples, les infections et maladies chroniques, le diabète, l'hypertension et les facteurs génétiques constituent les causes courantes de naissances prématurées. Certains produits de notre environnement, comme les phthalates semblent également augmenter le risque, même si l'affirmation certifie que ce polluant n'a pas de avantage d'études.

Parce que les bébés prématurés ont un risque plus élevé de souffrir d'obésité, les chercheurs ont examiné les dossiers médicaux de 500 enfants entre 2001 et 2013. Les enfants ont été suivis jusqu'à l'âge de 5 ans. Mais de 70% d'entre eux avaient été soignés au moins deux fois avec des antibiotiques avant leurs 24 mois. Mais ceux qui avaient été soignés au moins quatre fois avec ce type de médicaments étaient aussi le plus souvent en surpoids à l'âge de 5 ans.

Les antibiotiques avant 2 ans augmentent le risque d'obésité

Les enfants qui ont été soignés avec des antibiotiques au moins quatre fois avant leurs deux ans ont 10% de risques en plus de souffrir d'obésité. Sans doute parce que les antibiotiques modifient leur flore intestinale.

Selon les chercheurs américains de l'Université de Pennsylvanie, les jeunes enfants qui ont été soignés plusieurs fois avec des antibiotiques avant l'âge de deux ans ont 10% de risques supplémentaires de souffrir d'obésité très jeune. Pour cette étude publiée dans la revue professionnelle *Jama Pediatrics*, les chercheurs ont examiné les dossiers médicaux de 500 enfants entre 2001 et 2013. Les enfants ont été suivis jusqu'à l'âge de 5 ans. Mais de 70% d'entre eux avaient été soignés au moins deux fois avec des antibiotiques avant leurs 24 mois. Mais ceux qui avaient été soignés au moins quatre fois avec ce type de médicaments étaient aussi le plus souvent en surpoids à l'âge de 5 ans.

Le type d'antibiotiques prescrits semble aussi faire la différence : les antibiotiques à large spectre augmentent le risque d'obésité de 16% tandis que les

médicaments à spectre étroit (qui ciblent une bactérie en particulier) ne sont pas associés à un surrisque.

Un risque accru avec les antibiotos à large spectre

Selon le professeur Charles Bailey de l'université de Pennsylvanie, qui a dirigé cette étude, les antibiotiques ont un impact particulier lors des deux premières années de l'enfant car c'est à cette période que le microbiote intestinal se met en place. En ciblant les bactéries, les antibiotiques ont un impact sur la flore intestinale de l'enfant. Or, on sait désormais qu'il y a un lien entre la présence de certaines bactéries dans l'intestin et le risque d'obésité.

Selon les chercheurs américains, cette étude montre bien que la prescription trop fréquente d'antibiotiques peut avoir un impact négatif sur la croissance de l'enfant. Récemment, une autre étude améri-



caine avait montré que les enfants de moins d'un an qui en avaient dû en prendre trop sou-

vent avaient 60% de risques en plus de souffrir d'un asthme persistant.

Le bilinguisme permettrait aux bébés d'apprendre plus vite

Dès le plus jeune âge, les bébés confrontés à deux langues seraient plus attentifs et cognitivement avancés que les enfants de familles monolingues, d'après une nouvelle étude scientifique singapourienne.

Être confronté à deux langues différentes dès la naissance, au sein de foyer bilingue, ne créerait aucune confusion dans la tête du bébé, bien au contraire.

Une étude menée par plusieurs instituts de recherche et de santé de Singapour montre en effet que les bébés exposés à deux langues maternelles feraient preuve de meilleures compétences d'apprentissage et de mémorisation que les enfants grandissant dans des foyers monolingues.

L'étude a impliqué 114 enfants âgés de six mois, dont la moitié était exposé à deux langues depuis leur naissance.

Pour évaluer leurs capacités d'apprentissage, les chercheurs ont présenté aux bébés deux images successives représentant un ours coloré et un loup coloré.

Ils ont réparti les enfants en deux groupes dans le premier groupe, l'image de l'ours fut présentée comme l'image familière, le loup constituant ensuite la nouvelle image, alors que dans le deuxième groupe, le loup devint l'image familière.

Les scientifiques ont par la suite constaté que les bébés de familles bilingues se détour-



naient plus vite des images familières que les monolingues, ce qui implique, d'après des recherches cognitives, que les bébés bilingues reconnaissent les images familières plus vite. Ils paraissent également plus d'attention aux nouvelles images présentées.

De précédentes études ont ainsi montré que les bébés qui se lassent rapidement d'observer des images font preuve de meilleure performance dans plusieurs domaines cognitifs et linguistiques ainsi que dans les tests de

QI (Quotient Intellectuel).

« L'un des plus grands défis de la recherche infantile est la collecte de données, explique le professeur Singh, auteur principal de l'étude, l'accoutumance visuelle marche à merveille parce qu'elle ne nécessite que quelques minutes et tire profit de ce que font naturellement les bébés : être rapidement intéressés par le nouveau, plus rapidement passer à autre chose. L'accoutumance ou habitude visuelle est l'une des rares expériences qui permet de prévoir par la suite le développement cognitif. »

De plus, il s'avère qu'un bébé exposé à deux langues ne fait pas seulement qu'apprendre celles-ci, il apprend à les discerner l'une à l'autre à l'oreille. Ainsi, si l'apprentissage de deux langues à la fois requière un discernement efficace, il peut aussi conférer à l'enfant de potentiels avantages cognitifs et intellectuels en grandissant. « En tant qu'adultes, l'apprentissage d'une seconde langue peut être laborieux, souligne le Professeur Singh, nous projetons parfois nos difficultés sur nos jeunes bébés, imaginant une confusion entre les deux langues se bousculant dans leur petite tête. Pourtant, un grand nombre d'études ont montré que les bébés sont tout à fait à même de relever le défi de l'acquisition de deux langues, et qu'ils pourraient même tirer bénéfice de cette épreuve. »

Le cerveau des bébés atteint la moitié de la taille adulte à 3 mois

Les bébés grandissent plus vite qu'on le croit. À trois mois, leurs cerveaux font déjà la moitié de la taille du cerveau adulte. Des chercheurs californiens ont réussi à quantifier le développement cérébral des bébés grâce aux performances de l'imagerie cérébrale. Ils ont suivi pour cela 87 nourrissons de la naissance jusqu'à l'âge de trois mois. Cette technique, qui change de celles utilisées jusqu'alors, a permis de rendre compte d'une évolution cérébrale remarquable pendant cette période. C'est en effet pendant les trois premiers mois que le cerveau connaît un développement accéléré : le rythme de croissance est de 1% par jour les 90 premiers jours, avant de ralentir à 0,4% par la suite.

Parmi les observations intéressantes : la croissance des cerveaux des garçons serait plus rapide que celle des filles. Le cerveau, une ressource importante dans le contrôle

motor, est plus concerné par ce développement rapide puisqu'il double sa croissance les 90 premiers jours. En revanche, l'hippocampe, la région associée à la mémoire, évolue à un rythme plus lent.

Un lien avec l'autisme à étudier

Autre constat, les bébés prématurés ont un cerveau plus petit à la naissance que les bébés nés à terme. Et bien que leur développe-

ment soit plus rapide après la naissance, leur cerveau reste 2% plus petit en moyenne que les autres au bout de trois mois. Ces découvertes pourraient refléter le développement de certaines fonctions dans l'enfance selon les chercheurs. Cela pourrait aussi permettre d'identifier plus précocement des troubles du développement comme l'autisme. L'étude est parue dans la revue scientifique *JAMA (Journal of the American Medical Association Neurology)*.

Le cerveau des bébés atteint la moitié de la taille adulte à 3 mois

Parce que les bébés prématurés ont un risque plus élevé de souffrir d'obésité, les chercheurs ont examiné les dossiers médicaux de 500 enfants entre 2001 et 2013. Les enfants ont été suivis jusqu'à l'âge de 5 ans. Mais de 70% d'entre eux avaient été soignés au moins deux fois avec des antibiotiques avant leurs 24 mois. Mais ceux qui avaient été soignés au moins quatre fois avec ce type de médicaments étaient aussi le plus souvent en surpoids à l'âge de 5 ans.

NORD MALI

Au moins 20 soldats tués dans une attaque terroriste à Gao

Au moins vingt soldats maliens ont été tués lundi dans une attaque terroriste dans la région de Gao dans le nord du Mali, ont indiqué des élus locaux.

"Des terroristes ont attaqué le camp de l'armée à Bamba tôt ce matin. Au moins vingt militaires ont été tués", a affirmé un responsable de la mairie de Bamba, cité par les médias.

"Les terroristes sont repartis. Du matériel a été détruit. Avec d'autres élus, nous nous organisons avec la population pour les corps", a-t-il ajouté.

Un autre élu a indiqué que le bilan risquait d'être encore plus lourd, les recherches de dépouilles n'étant pas terminées. Une source militaire malienne à Gao, chef-lieu de la région, a confirmé l'attaque et la mort de soldats, sans en préciser le nombre. Les assaillants ont eux aussi essuyé des pertes, a-t-elle dit.

CÔTE D'IVOIRE

Destruction d'un centre contre le coronavirus par la population

Des habitants d'un quartier populaire d'Abidjan ont détruit dimanche un centre en construction dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de coronavirus, ont indiqué des responsables de la police et du ministère de la Santé. Sur des vidéos circulant sur les réseaux sociaux, on voit plusieurs dizaines de personnes au moins en train de démanteler un chapiteau en construction, certaines criant "on veut pas !".

La scène se passe sur une grande place de Yopougon, importante commune populaire d'Abidjan, la capitale économique ivoirienne qui compte cinq millions d'habitants. "Les populations ont manifesté contre l'installation d'un centre contre le coronavirus, car ils estiment qu'il est situé trop à l'intérieur d'un quartier d'habitation", a expliqué un responsable de la police sous couvert d'anonymat.

Ce n'était pas un centre de traitement des malades, mais "un centre de prélèvement" qui était en construction, "comme il y en a un peu partout qui sont mis en place", a assuré un responsable du ministère de la Santé sous couvert d'anonymat. C'est la première fois que des incidents violents sont signalés dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 en Côte d'Ivoire. Ce pays d'Afrique de l'Ouest est encore relativement peu touché selon le bilan officiel, qui fait état dimanche de 261 cas et trois décès. Cependant les autorités ivoiriennes craignent une expansion de l'épidémie, et sont en train d'augmenter rapidement les capacités de soin. Des mesures strictes ont été prises pour lutter contre l'épidémie : mise en quarantaine d'Abidjan d'avec le reste du pays, couvre-feu nocturne sur tout le territoire, fermeture de tous les commerces non essentiels, des écoles et des lieux de culte, interdiction des rassemblements. Mais pas de confinement jusqu'à présent. Le gouvernement a annoncé mardi un vaste plan de soutien de 1,700 milliards de francs CFA (2,6 milliards d'euros), pour faire face aux conséquences économiques et sociales de l'épidémie, prévoyant que la croissance devrait être divisée par deux, à 3,6% en 2020.

LIBYE

L'ONU appelle à la cessation des hostilités en Libye

La Mission des Nations Unies en Libye (MANUL) a renouvelé dimanche dans un communiqué ses appels à la cessation immédiate des hostilités et à l'unité pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

"Aujourd'hui, il y a un an que les forces du général Khalifa Haftar, ont lancé leur offensive pour s'emparer de Tripoli, la capitale de la Libye", a noté la MANUL. "Il en est résulté un conflit inutile qui a anéanti les espoirs de nombreux Libyens d'une transition politique pacifique via une conférence nationale qui aurait pu ouvrir la voie à l'unification des institutions longtemps divisées du pays via les élections parlementaires et présidentielle", a-t-elle ajouté.

Selon l'ONU, le conflit s'est depuis transformé en une guerre par procuration dangereuse et potentiellement sans fin, "alimentée par des puissances étrangères cyniques, et qui s'est maintenant élargie géographiquement, les civils payant le prix le plus élevé".

La situation humanitaire s'est détériorée. Entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020, la MANUL a recensé au moins 685 victimes civiles (356 morts et 329 blessés). Environ 149.000 personnes à Tripoli et dans les environs ont été forcées de fuir leurs maisons depuis le début de l'offensive. On estime qu'environ 893.000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire. "La pandémie de COVID-19, qui se propage en Libye, comme partout dans le monde, ne reconnaît ni frontières nationales ni lignes de front et représente clairement la plus grande menace à court terme pour le bien-être du peuple libyen", a souligné la mission onusienne, rappelant que l'ONU ne ménage pas ses efforts pour travailler 24 heures sur 24 avec les autorités libyennes compétentes à travers le pays pour faire



face à la pandémie. Dans ce contexte, elle "appelle toutes les parties concernées à activer immédiatement une trêve humanitaire et à cesser toutes les opérations militaires pour permettre aux autorités libyennes de répondre à la menace du

COVID-19". Elle appelle aussi les parties à ce conflit, et leurs bailleurs de fonds étrangers, à accepter l'accord de cessez-le-feu proposé à Genève et à adhérer aux résultats de la conférence de Berlin.

L'ancien Premier ministre libyen Mahmoud Djibril succombe au Covid-19

L'ancien Premier ministre libyen Mahmoud Djibril, testé positif la semaine passée au nouveau coronavirus (Covid-19), a succombé à la maladie, a-t-on annoncé dimanche à Tripoli. Selon une source libyenne, Mahmoud Djibril qui dirigeait l'Alliance des forces nationales (AFN), une coalition de partis politiques qui a gagné en 2012 les élections législatives en Libye, "est décédé du Covid-19 après la dégradation de son état de santé", quelques jours après avoir été infecté par le nouveau coronavirus alors qu'il se trouvait en exil en Egypte. Mahmoud Djibril, 68 ans, souffrait également de maladies cardiovasculaires ce qui a provoqué, a-t-on précisé de même source, la détérioration de son état de santé.

CAMEROUN

Au moins sept morts dans un attentat terroriste à l'Extrême-Nord

Au moins sept civils ont trouvé la mort au cours d'un attentat perpétré dans la nuit de dimanche par de présumés membres du groupe terroriste Boko Haram dans la région camerounaise de l'Extrême-Nord, ont indiqué des sources locales.

L'attaque a eu lieu dans la localité d'Amchidé, régulièrement ciblée par Boko Haram depuis le début de ses activités au Cameroun en 2014.

Quinze autres personnes ont également été blessées, se-

lon les mêmes sources requérant l'anonymat.

Le 23 mars, Boko Haram a attaqué l'armée tchadienne sur l'île de Boma du lac Tchad, faisant au moins 92 morts et 47 blessés dans les rangs de l'armée tchadienne.

L'armée tchadienne a ensuite lancé une vaste riposte dénommée "Colère de Boma" visant à chasser les terroristes du territoire national. Certains éléments de Boko Haram sont donc rentrés aux pays voisins, dont le Cameroun.



CICR-MALI

La Croix Rouge recommande la réduction de la population carcérale du Mali afin de réduire le risque de propagation

Le Comité international de la Croix Rouge (CICR) a recommandé la réduction de la population carcérale du Mali afin de réduire le risque de propagation du COVID-19, a indiqué un communiqué de l'organisation, publié ce dimanche. "Le CICR recommande de diminuer la surpopulation dans certaines prisons du Mali, afin de faci-

liser la lutte contre le coronavirus dans le pays", a précisé le communiqué. Pour le CICR, "le système carcéral n'est pas indépendant du reste de la société et dans les prisons, le COVID-19 pourrait être une catastrophe". Pour appuyer les autorités maliennes dans la lutte contre le COVID-19, le CICR a déclaré avoir apporté son soutien à

11 maisons d'arrêt du pays, soit à plus de 5.400 détenus au Mali. Et pendant 3 mois, a précisé l'organisation, "ces maisons d'arrêt recevront de l'eau de javel, du crésyl, du savon, ainsi que 48 dispositifs de lavage des mains et des pulvérisateurs". A ce jour, le Mali compte 45 cas positifs, 5 décès liés au COVID-19 et un guéri.

CORONAVIRUS

Plus de 65 Rwandais arrêtés pour avoir violé le confinement

Plus de 65 personnes ont été arrêtées samedi dans l'ouest du Rwanda pour avoir violé le confinement du COVID-19 alors qu'elles se rassemblaient pour une prière religieuse, a déclaré dimanche une responsable locale. Vestine Mukarutesi, maire du district de Karongi dans la province de l'Ouest, a déclaré que ces personnes, qui appartiennent à une faction religieuse dissidente et ne sont pas membres d'une église, avaient été arrêtées au domicile d'un membre alors qu'elles se rassemblaient pour prier.

Mme Mukarutesi a déclaré que le gouvernement rwandais avait ordonné la fermeture des églises dans le cadre de mesures de distanciation sociale visant à freiner la propagation du nouveau coronavirus. Ces personnes, qui avaient refusé de se disperser pacifiquement, ont été arrêtées et emmenées dans un centre de réhabilitation local pour avertissement avant d'être libérées, a-t-elle expliqué. Vendredi, le ministère rwandais de la Santé a signalé 13 nouveaux cas confirmés de COVID-19, portant le total à 102 cas.

CORONAVIRUS

Johnson "reste aux commandes" du gouvernement britannique

Le Premier ministre britannique Boris Johnson, contaminé au nouveau coronavirus, "reste aux commandes" du gouvernement bien qu'il soit à l'hôpital pour des "tests", a déclaré lundi un ministre.

"Aujourd'hui, il est à l'hôpital pour subir des tests, mais il continuera d'être tenu informé de ce qui se passe et d'être aux commandes du gouvernement", a déclaré à la BBC Robert Jenrick, ministre chargé du Logement et des Communautés. Après avoir été diagnostiqué il y a dix jours, M. Johnson, 55 ans, dirigeant le plus éminent à avoir été contaminé par le virus, a été hospitalisé dimanche soir pour subir de nouveaux examens, ont annoncé ses services, précisant qu'il s'agissait d'une "mesure de précaution". "Le Premier ministre a eu des

symptômes persistants depuis dix jours", a expliqué Robert Jenrick. "Il a passé la nuit à l'hôpital (...) nous espérons qu'en conséquence de ses tests il pourra revenir à Downing Street dès que possible", a ajouté le ministre. Le ministre des Affaires étrangères, Dominic Raab, devrait toutefois le remplacer pour présider la réunion quotidienne consacrée au Covid-19 lundi matin. Selon le quotidien The Times, Boris Johnson a été conduit à l'hôpital St Thomas à Londres, proche de Westminster, et placé sous oxygène. Pour Robert Jenrick, la situation doit



être "très frustrante" pour Boris Johnson qui continuait à diriger la riposte du gouvernement depuis son appartement de Downing Street. Le Covid-19 a déjà tué près de 5.000 personnes au Royaume-Uni.

MEXIQUE

Le gouvernement va se serrer la ceinture face au coronavirus

Le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, a promis dimanche des économies au sein de son gouvernement et des investissements pour sauvegarder l'emploi, afin de faire face au ralentissement économique causé par l'épidémie de coronavirus.

"La formule que nous appliquons pour cette crise temporaire est la somme de trois éléments de base: davantage d'investissements publics pour le développement social, le plein emploi, l'honnêteté et l'austérité républicaine", a déclaré le président mexicain dans un discours.

Il a également promis davantage d'austérité au sein de l'Etat à commencer par une réduction de son salaire et de tous ses ministres, la suppression des primes pour les hauts fonctionnaires et une baisse de certaines dépenses gouvernementales comme la publicité, afin d'éviter une hausse de la dette publique. Le plan d'investissements sera financé, entre autres, par le recours aux avoirs du Fonds de stabilisation des revenus budgétaires, dont il n'a pas précisé le montant. Le président mexicain veut dès cette semaine lancer un plan d'investissement de 13,5 milliards de dollars (12,4 milliards d'euros) dans le secteur énergétique de ce pays, grand producteur de pétrole. La société pétrolière publique Pemex recevra quant à elle une aide de quelque 2,58 milliards de dollars (2,38 milliards d'euros).

Il a enfin confirmé la mise en oeuvre de trois projets emblématiques de son gouvernement: la construction d'un aéroport à Mexico, une nouvelle raffinerie de pétrole et une nouvelle ligne de chemin de fer, connu sous le nom de "train maya", au sud-est du pays.

Certains analystes et l'opposition doutent cependant de la rentabilité de ces projets et de leur pertinence au moment où le pays est en récession, jugeant plus utiles des investissements dans le secteur de la santé pour affronter la crise du coronavirus.

Le Produit intérieur brut (PIB) du Mexique, dont l'économie est la seconde plus importante en Amérique latine, va se contracter de quelque 4% cette année en raison de l'épidémie de coronavirus, selon des estimations du gouvernement.

USA

Les démocrates veulent une aide rapide à l'aérien pour éviter des licenciements

Les responsables démocrates au Congrès ont demandé dimanche à l'administration Trump d'accélérer le renflouement des compagnies aériennes face à l'épidémie de coronavirus, pour éviter des licenciements, selon le New York Times.

"Nous vous exhortons à conclure rapidement et équitablement des accords d'aide directe aux salaires", demandent les responsables démocrates dans un courrier transmis dimanche au secrétaire au Trésor Steven Mnuchin et cité par le quotidien.

"L'aide ne doit pas s'accompagner de conditions déraisonnables qui pousseraient un employeur à choisir la faillite" plutôt que de conserver ses salariés, alertent encore Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants, et Chuck Schumer, chef de la minorité démocrate au Sénat, dans cette lettre.

Ils "reconnaissent la nécessité (...) de protéger l'argent des contribuables utilisé pour renflouer les industries", mais soulignent que "l'administration doit s'assurer que les entreprises s'engagent à protéger les travailleurs", explique le New York Times.

Les compagnies aériennes devront conserver leurs effectifs jusqu'à la fin du mois de septembre si elles acceptent l'aide financière, précise le New York Times.

Ces entreprises souffrent particulièrement de la crise liée à la pandémie de Covid-19, contraintes de suspendre une majorité de leur activité dans un effort mondial pour arrêter la propagation du virus.

La plupart des vols transatlantiques des compagnies américaines ont été suspendus, et une grande partie de leurs lignes intérieures sont à l'arrêt. Une disposition spéciale est ainsi prévue pour

ce secteur dans le gigantesque plan d'aide économique de 2.200 milliards de dollars, adopté par le Congrès puis ratifié par Donald Trump le 27 mars.

Ce sont ainsi 25 milliards de dollars qui doivent être alloués aux compagnies aériennes, 4 milliards de dollars aux compagnies de fret aérien et 3 milliards de dollars aux entrepreneurs pour payer les salaires. Par ailleurs il est prévu 25 autres milliards de dollars de prêts et de garanties de prêts aux compagnies aériennes et de 4 milliards de dollars au fret aérien.

En échange, le gouvernement fédéral pourrait prendre des participations dans ces entreprises, sous la forme de "warrants", titres financiers donnant à leur détenteur le droit d'acheter ou de vendre un actif à un certain prix jusqu'à une date déterminée lors de la ur émission. Ces titres peuvent ainsi être convertis en actions.

HONDURAS

L'ex-président hondurien Callejas est mort d'une crise cardiaque

L'ancien président hondurien Rafael Callejas, jugé aux Etats-Unis dans le scandale de corruption du Fifagate, est décédé samedi à 76 ans d'une crise cardiaque dans un hôpital, a annoncé sa famille.

"Nous avons la profonde tristesse d'annoncer que notre époux, père et grand-père bien-aimé s'est envolé vers les bras du Seigneur", a déclaré dans un message Norma Gaborit de Callejas, l'épouse de l'ancien chef d'Etat. Né en 1943 à Tegucigalpa, Rafael Callejas, diplômé en économie agricole de l'Université du Mississippi, aux Etats-Unis, a occupé la magistrature suprême de son pays de 1990 à 1994. Il a alors mis en oeuvre une politique économique néo-libérale, avec une forte réduction de l'appareil d'Etat et la privatisation de nombreux services publics. Président de la fédération nationale de football et ancien membre de la Commission marketing et télévision de la Fifa, il

fut aussi un des 40 responsables impliqués dans le vaste scandale de corruption baptisé Fifagate, qui a ébranlé la planète du football. Rafael Callejas était accusé d'avoir reçu des pots-de-vin en échange de l'attribution à Media World, une entreprise basée en Floride, des droits de diffusion télévisée et des droits commerciaux des matches qualificatifs du Honduras pour les Coupes du monde 2014, 2018 et 2022. La justice américaine, devant laquelle il s'était présenté en décembre 2015, l'accusait d'avoir ainsi encaissé 1,6 million de dollars (1,4 M EUR) entre mars 2011 et janvier 2013. En raison de problèmes de santé récurrents, son procès aux Etats-Unis a connu de nombreux reports. L'ancien chef d'Etat, qui souffrait d'une leucémie, devait comparaître le 5 mai devant la justice américaine pour connaître sa condamnation définitive.

APS

CORONAVIRUS

Le chef du Pentagone défend le limogeage du commandant d'un porte-avions

Le ministre américain de la Défense Mark Esper a soutenu dimanche la décision de limoger le commandant du porte-avions Theodore Roosevelt qui avait tiré le signal d'alarme pour faire évacuer son navire contaminé par le coronavirus.

Mais M. Esper, manifestement embarrassé, s'est gardé d'endosser pleinement à son compte cette sanction et a refusé de dire si elle emportait l'adhésion de l'état-major militaire.

Le secrétaire à la marine, Thomas Modly, "a pris une décision difficile (...). J'ai entièrement confiance en lui et en les dirigeants de la Navy. Et je soutiens leur décision", a affirmé le chef du Pentagone sur la chaîne ABC.

Mark Esper a également refusé de dire si le président Donald Trump avait pesé sur la décision. Le commandant de l'USS Theodore Roosevelt, Brett Crozier, a été démis de ses fonctions jeudi après avoir écrit une lettre de plusieurs pages à sa hiérarchie demandant l'évacuation immédiate de son navire, immobilisé à l'île de Guam dans le Pacifique, plusieurs cas de Covid-19 ayant été enregistrés dans le bâtiment. "Nous ne sommes pas en guerre. Il n'y a aucune raison que des marins meurent", s'exclama le capitaine Crozier dans cette missive qui a fuité et a été publiée par le quotidien californien San Francisco Chronicle.



Un geste qui n'a pas plu au président américain. "C'est affreux ce qu'il a fait, d'écrire une lettre", a commenté Donald Trump samedi lors de sa conférence de presse quotidienne sur le coronavirus.

Le limogeage immédiat sans enquête formelle préalable de Brett Crozier, acclamé par ses marins lors de son départ du navire, a été vivement critiqué, notamment par plusieurs élus démocrates. "Le commandant Crozier a été fidèle à son devoir, à ses marins et à son pays", a tweeté vendredi le candidat démocrate à la Maison Blanche Joe Biden.

"La direction de la Navy a envoyé un message glaçant sur la façon de dire

la vérité à ceux qui ont le pouvoir". "C'est l'administration Trump qui a manqué de jugement, pas un officier courageux qui a cherché à protéger ses marins", a-t-il ajouté. Mark Esper a précisé dimanche qu'une enquête était en cours et que seuls 155 marins avaient été testés positifs au coronavirus, ne présentant que des "symptômes modérés", sur un total de 4.865 membres d'équipage. Actuellement en quarantaine sur l'île de Guam, Brett Crozier aurait lui-même été testé positif au coronavirus us, a annoncé dimanche le New York Times, une information qui n'a pas été immédiatement confirmée par la marine américaine.

CORONAVIRUS

Des conférences-débats sur le patrimoine, en ligne

Des vidéos conférences-débats sur le patrimoine animées par des chercheurs et archéologues devront être diffusées en ligne dès mardi, dans le cadre des activités culturelles à distance, indique le ministère de la Culture sur sa page Facebook.



Le programme de conférences vise, ajoute-t-on, à promouvoir l'échange de connaissances et d'expériences sur le patrimoine culturel, en temps de "crise sanitaire qui impose un confinement", décrit en Algérie à l'image de beaucoup de pays dans le monde, parmi les 208 touchés

jusqu'à l'heure par la pandémie du nouveau coronavirus.

Les personnes souhaitant participer au programme peuvent se joindre aux conférences en ligne via une application téléchargeable sur le site web du ministère de la Culture.

CORONAVIRUS

Report du colloque national sur les balcons de Ghoufi prévu initialement à Biskra (HCA)

Le colloque national sur les balcons de Ghoufi, prévu initialement pour le 18 avril courant, a été reporté sine die en raison du contexte actuel marqué par la propagation du Coronavirus, a-t-on appris dimanche auprès de Haut commissariat à l'Amazighité (HCA). "Suite aux mesures préventives prises par l'Etat depuis l'apparition du Coronavirus, le Haut commissariat à l'Amazighité (HCA) annonce le report du colloque national sur la réhabilitation des balcons de Ghoufi et de l'hôtel adjacent, prévu pour le 18 avril 2020 à Mchouneche, Wilaya de Biskra", précise le HCA, dans un communiqué rendu public. L'organisation de cette rencontre a été confiée à un comité scientifique et technique installé le 8 mars dernier

au siège du HCA et s'inscrit dans le cadre de l'action de coopération bilatérale entre le secteur du tourisme et le Haut commissariat à l'Amazighité, en vue de valoriser le patrimoine civilisationnel et culturel amazigh dans la région des Aurès. Implantés au cœur des Aurès, les balcons de Ghoufi sont présentés comme une symbiose entre un site indomptable, une pratique et un mode de vie qui remontent à des siècles, et un lien très fort entre l'homme et la nature.

Puisant dans la substance de son univers matière et couleurs, et s'inspirant de la topographie du terrain, l'homme des Aurès a fini, à travers l'exemple de ces balcons, par intégrer parfaitement et merveilleusement son habitat au site.

CANADA

Décès de l'actrice et militante Shirley Douglas

L'actrice et militante canadienne, Shirley Douglas est décédée dimanche à l'âge de 86 ans, a annoncé son fils, l'acteur Kiefer Sutherland. Shirley Douglas est morte dimanche matin des suites d'une pneumonie, a indiqué l'acteur dans un message sur Twitter, précisant que son décès n'était pas lié à la pandémie de coronavirus.

"Ma mère était une femme extraordinaire qui a mené une vie extraordinaire", a écrit M. Sutherland, célèbre pour avoir tenu le rôle de Jack Bauer dans la série américaine 24 Heures chrono. "Malheureusement, elle se battait pour sa santé depuis un certain temps et nous, sa famille,

savions que ce jour allait arriver", a-t-il ajouté. Fille de Tommy Douglas, qui fut Premier ministre de la province canadienne de Saskatchewan (ouest), Shirley Douglas a mené sa carrière d'actrice entre le Canada et les Etats-Unis où elle a tourné avec de grands réalisateurs tels que Stanley Kubrick et David Cronenberg. Elle est aussi connue pour avoir milité en faveur d'un certain nombre de causes, parmi lesquelles le mouvement des droits civiques et les Black Panthers aux Etats-Unis ou pour la défense du système de santé public au Canada. Elle a eu trois enfants, dont deux avec l'acteur canadien Donald Sutherland.

ORAN

Concours du meilleur conte pour enfants sur Internet

Un concours récompensant le meilleur conte est proposé aux enfants par l'association culturelle oranaise "El-Amel", qui les invite à participer via Internet en raison des mesures de confinement en vigueur, a-t-on appris dimanche des initiateurs de cette action.

L'épreuve est lancée jusqu'à la fin du mois en cours au profit des enfants de 8 à 12 ans, les incitant à "développer leur imagination" pour rédiger un conte en une vingtaine de lignes, a précisé à l'APS Mohamed Mi-

houbi, coordinateur de cette initiative, animée par un groupe de bénévoles.

L'activité proposée a pour but de "combler utilement le temps libre des petits" en cette période de confinement à domicile, imposé dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la propagation du coronavirus", a-t-il expliqué.

Le programme de cette activité, fait suite au lancement, par l'association, du 1er concours d'improvisation théâtrale sur Inter-

net qui se tient également jusqu'à la fin du mois en cours.

Une autre compétition sur Internet est en préparation, destinée quant à elle au large public qui sera départagé par un jeu de "questions/réponses" testant la culture générale de chacun dans le domaine du théâtre, a fait savoir Mihoubi.

L'association "El-Amel" est implantée au Centre culturel "M'barek El-Mili" où elle dispose d'une école d'initiation aux techniques théâtrales, rappelle-t-on.

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

CONFINEMENT À BLIDA

Rush sur les plateformes numériques

Les nouveaux supports de communication, à leur tête les réseaux sociaux, sont devenus, en ces jours de confinement total imposé à la wilaya de Blida, à cause de la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), le meilleur "compagnon" du citoyen de la région, et l'"indispensable copain" qui le tient informé de toutes les nouvelles et informations du jour, sans quitter son domicile, tout en gardant le contact avec famille, amis et connaissances.

Habitué, des années durant, au règne de la télévision et de la Radio, qui constituait sa principale source d'informations, le citoyen de Blida, pour qui les visites familiales et entre proches étaient un mode de vie, s'est trouvé contraint de recourir à la réalité virtuelle (Facebook, Viber, WhatsApp, Imo) pour maintenir ces relations sociales si précieuses, pour lui, tout en restant informé.

Une option, encouragée par la facilité d'utilisation de ces moyens de communications, et l'interactivité immédiate qu'ils offrent, outre la gratuité de certaines prestations assurées, à l'exemple de l'initiative de solidarité lancée par l'opérateur public "Mobilis", qui offre quotidiennement, aux citoyens de Blida, 60mn d'appels gratuits vers Mobilis, et des SMS illimités vers Mobilis et 2Go d'internet. Cette nouvelle orientation des citoyens de la wilaya est confirmée par une femme au foyer du chef lieu, qui a assuré, à l'APS, que dans le passé, elle "était totalement opposé à ces nouvelles technologies, dont les aspects négatifs dépassent de loin les avantages", estimait-elle. "Après le confinement total, j'ai changé d'avis, et je me suis trouvé contrainte de demander à ma fille de m'apprendre l'usage de l'application Viber pour contacter mes deux filles mariées dans deux communes différentes de la wilaya", a-t-elle ajouté.

Une autre dame originaire de la wilaya et résidant à Chlef, a également, loué cet avantage tiré des nouvelles technologies de la communication, grâce auxquelles elle peut parler, deux fois par jour, avec sa mère et tous les membres de sa famille habitants à Blida. "J'essaye tant soit peu de leur apporter un peu de joie dans leur état de confi-

nement quelque peu triste", a-t-elle indiqué à l'APS, ceci d'autant plus que "ma mère est habituée à me voir chez elle à chaque vacances scolaires", a-t-elle ajouté un peu triste.

Elle a souligné qu'elle utilise généralement l'application multimédias Viber (son, image et vidéo) pour discuter avec sa mère, souffrant de plusieurs maladies chroniques. Ce souci exprimé par les "enfants" à propos de leurs vieux parents malades, est réitéré par un autre citoyen de Blida, qui assure "éviter le plus possible de rendre visite à ma mère atteinte de nombreuses maladies chroniques, durant cette crise sanitaire traversée par le pays, afin de la protéger d'un risque de contamination par ce virus meurtrier", a-t-il dit, ceci d'autant plus "que ma mère n'assimile pas l'idée de n'être pas embrassée par son fils, du moins sur son front", a-t-il expliqué. "Cette crainte s'explique, également, par la nature de mon travail (employé dans une banque) qui fait que je suis en contact avec du public", a-t-il précisé. D'où le recours quotidien de ce citoyen à l'application "Imo" pour discuter avec sa mère, la voir et l'entretenir de sa santé et des nouvelles du jour.

Ces nouvelles technologies de la communication sont, également, devenues essentielles dans la présentation des condoléances aux familles ayant perdu un membre ou un proche, à cause du nouveau coronavirus, et pour cause. Une instruction des pouvoirs publics interdit l'organisation de cérémonies funéraires, aux fins d'éviter la propagation de ce virus. Un fait confirmé, à l'APS, par une dame, dont le frère et l'oncle ont été victimes du COVID-19, et qui a été



contrainte, a-t-elle assuré, de présenter ses condoléances à sa propre famille "par téléphone", en dépit du fait qu'ils habitent la même ville (Blida) qu'elle. Ceci d'autant plus que les membres des familles des deux personnes décédées ont été, également, placés en confinement à l'hôpital, à cause de leur infection par le même virus.

Les réseaux sociaux sont devenus l'autre moyen utilisé pour la présentation des condoléances aux familles et proches ayant perdu l'un des leurs à cause de cette pandémie, voire même pour annoncer leurs décès avec des photos personnelles, à l'appui.

D'autres estiment qu'ils (réseaux sociaux) constituent le meilleur moyen pour se tenir informé, et rester "à jour", "concernant notamment les instructions émises quotidiennement par les pouvoirs publics à propos du développement de la situation sanitaire du pays". Siham, une femme au foyer, ma-

man de trois enfants scolarisés, ces nouvelles technologies sont indispensables pour le suivi de la scolarité de ses enfants, contraints de rester à la maison à cause du confinement. "J'ai adhéré à de nombreux groupes et sites d'enseignement pour pouvoir me procurer les cours du 3ème trimestre et autres exercices de soutien", a-t-elle souligné. Dans le même sillage, Mme Ouahiba Bouzifi, professeur à la faculté des sciences de l'information et de la communication à l'université d'Alger 3, s'est entretenue avec l'APS de son expérience dans l'exploitation de facebook, en tant que moyen d'interaction avec ses étudiants, qui lui transmettent leur travaux en cette période de vacances scolaires, qui ont été prolongées jusqu'au 19 avril prochain, et ce dans un objectif, a-t-elle dit, de "prévenir tout retard, dans le programme ou les mémoires de fin d'études", a-t-elle expliqué.

Les réseaux sociaux sont d'un

"apport considérable en cette période de crise, dont particulièrement facebook, qui a recensé 19 millions d'utilisateurs en Algérie, en décembre 2019, selon le site Internetworldstats. Ces utilisateurs se comptent notamment parmi de nombreux acteurs de la société, dont des entreprises d'information, commerciales, de services et autres association caritatives.

A ceux là s'ajoute le citoyen ordinaire, qui exploite ce réseau pour s'informer mais, également, marquer sa contribution dans le façonnage de l'information et sa transmission au public, au titre des efforts de sensibilisation et prévention contre le Covid-19, à travers nombre de "Hashtag" appelant au respect des gestes barrières "Restez chez vous", et autres. "L'impact des réseaux sociaux sur nos vies est confirmé de jour en jour, à nous de choisir la manière d'en tirer profit", a conclu cette enseignante universitaire.

ANNABA

4.362 cours en ligne sur la plate-forme numérique de l'université Badji Mokhtar



Pas moins de 4.362 documents pédagogiques (conférences et travaux dirigés) ont été mis en ligne sur la plate-forme numérique de cours à distance de l'université Badji Mokhtar d'Annaba dans le cadre des mesures de distanciation sociale imposées par la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, a indiqué dimanche le recteur de l'université Mohamed Manaâ. Ce volume de supports pédagogiques traduit l'implication responsable des enseignants de l'université en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle qui impose de trouver "des solutions intelligentes", a indiqué à l'APS le recteur tout en précisant que "près de 16.000 étudiants ont consulté à

cette heure ces documents." Pour favoriser les échanges entre enseignants et étudiants, l'université a ouvert trois espaces numériques à savoir "la plate-forme d'enseignement à distance", "le laboratoire virtuel de conférences à distance" et "la page de l'université sur le réseau social Youtube", est-il indiqué. Selon les responsables de l'université, ces activités pédagogiques tiennent compte du calendrier du second semestre et font appel à l'application de conférences à distance permise par Youtube. Les enseignants assurent également à travers ces plateformes la supervision des mémoires et des thèses, est-il précisé.

CORONAVIRUS

Apple conçoit des masques pour soignants, en produira 1 million par semaine

Le groupe Apple a conçu des masques destinés au personnel hospitalier, couvrant l'intégralité du visage, et sera en mesure d'en produire un million par semaine à partir de la fin de semaine, a annoncé le PDG Tim Cook dimanche sur Twitter.

Le patron d'Apple explique que ces masques, en plastique transparent et qui couvrent l'intégralité du visage, ont été mis au point par des "concepteurs de produits, des équipes d'ingénierie et d'emballage, et (des) fournisseurs" du groupe.

Le rythme de production sera d'un million par semaine à partir de la fin de semaine. Ces masques seront destinés dans un premier temps aux Etats-Unis. Ils y seront produits, ainsi qu'en Chine. Dans ce message diffusé sur Twitter, Tim Cook a par ailleurs précisé qu'Apple a été en mesure de se procurer 20 millions de masques chirurgicaux auprès de ses fournisseurs à travers le monde.

Le fabricant d'ordinateurs et de téléphones rejoint ainsi la cohorte d'entreprises qui ont modifié leurs lignes de production pour répondre à la pénurie de masques, comme les fleurons du luxe italiens Prada et Lamborghini. En Italie toujours, Giorgio Armani produit désormais des combinaisons de protection, et, en Espagne, des ingénieurs de Renault ont conçu des visières et des masques qui ont ensuite été fabriqués sur les imprimantes 3D disponibles dans les usines immobilisées. Quant au constructeur automobile américain General Motors (GM), le président Donald Trump lui a ordonné de produire des respirateurs artificiels.



CHINE

Lancement du dernier satellite du système de navigation BeiDou en mai

La Chine devrait lancer le dernier satellite du Système de navigation par satellites BeiDou-3 en mai depuis le Centre de lancement de satellites de Xichang, dans le Sichuan (sud-ouest de la Chine), a rapporté lundi l'agence Chine nouvelle. Le nouveau satellite est le 55e satellite du Système de navigation par satellites BeiDou. Il est arrivé sur le site de lancement à Xichang le 4 avril, où il sera testé, assemblé et alimenté avant son lancement, indique l'agence. Ce satellite de la famille du Système de navigation par satellites BeiDou constitue un satellite en orbite terrestre géosynchrone. Le Système de navigation par satellites BeiDou est un système de navigation mondiale par satellite qui a été mis au point et exploité de manière indépendante par la Chine. La Chine a commencé à construire le Système de navigation par satellites BeiDou-3 en 2009. Le lancement de ce 55e satellite représente l'achèvement de ce système.

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1132

démantèleront	épouse d'officier enfantillages	coiffures de soldat	ainsi	studieux	grandis	but à atteindre mauvais suiet
à peine		plisserait	changement	flotter	filet lumineux malhonnêtetés	
tripotages simulation				grands cerveaux déterminé		
espèces d'Italie monnaie de Tunisie			redonne			écrivain à rimes
			antibiotiques			
alternes ministère britannique			déficit			fleuve italien lieu de formation
			quouffres naturels		segment d'intestin fer en symbole	
néqation		ennui			flanc	distendues
quarts chauds		brosse d'orfèvre			marche bien	
		bouclier			caillou de plage s'esclaffer	
		arrivée massive		manque		
note du diapason	empoigné			poète grec		cité antique
	conventionnel		largeur de papier			métal d'alliance abandonneras
	indium en chimie cri de muletier		opinion			
généreux						
qualité de perle		cupide			certaine	
		prix du travail			épuisé	
trace					pièces roumaines bien fixé	
petit cube						commence
	commode			classe sociale		taches de copées
	nommées			semblable		
drame populaire oiseaux de proie			parfums de bains personnel		puissant explosif	
				ordre de saut	fendu	
				confiture	célébra	
pronom relatif		aiderai				
sifflera		arçon au labo				
		terre en mer			partie du couteau	
alcaloïde toxique						
					mis en balance	

Solution

Sudoku n°2432

7	8	6	4	5	2	9	3	1
9	3	4	8	1	6	7	5	2
1	2	5	7	3	9	4	6	8
3	7	9	1	2	5	8	4	6
6	1	8	9	4	3	5	2	7
4	5	2	6	8	7	1	9	3
8	6	3	5	7	4	2	1	9
5	9	1	2	6	8	3	7	4
2	4	7	3	9	1	6	8	5
7	4	2	1	9	8	3	6	5
1	6	3	5	4	2	7	8	9
5	9	8	7	6	3	4	2	1

Mots Croisés n°2432

6	3	7	4	2	9	8	5	1	4	3	6
4	2	5	6	1	8	9	3	7	2	5	1
8	9	1	3	7	5	4	2	6	9	8	7
3	5	6	2	4	7	1	9	8	3	1	6
7	8	9	5	3	1	2	6	4	2	6	4
1	4	2	8	9	6	5	7	3	1	5	3
2	6	8	7	5	4	3	1	9	8	7	9
9	7	3	1	8	2	6	4	6	4	2	6
5	1	4	9	6	3	7	8	2	5	8	9

- Horizontalement**
 1: Marmanteau - 2: Oreillards - 3: Non - Crut
 4: Omet - Stèle - 5: Mesure - Zen - 6: Os - Bave - SS
 7: Rétine - 8: Eues - Régal
 9: Uni - Na - Olé - 10: Renvois - Es
- Verticalement**
 A: Monomoteur - B: Aromes - Une - C: Rènes - Rein
 D: Mi - Tubes - E: Elu - Rat - On - F: NL - Sévirai
 G: Tact - Eve - H: Errez - Ego
 I: Adules - Ale - J: Ustensiles

Grille géante n°1132

•	D	•	G	•	K	•	T	•	A	•	C	•	M
L	E	G	E	R	I	P	U	E	•	N	T	•	R
C	O	M	A	N	E	D	I	E	•	L	A	•	C
D	I	N	A	R	E	S	•	P	E	R	E	•	P
F	O	R	E	L	A	I	G	N	I	U	•	F	I
E	T	E	S	•	A	I	N	•	S	I	•	R	I
L	A	•	C	H	E	V	A	L	I	D	E	•	S
E	A	U	•	A	V	I	N	•	G	A	T	E	•
D	E	•	A	I	S	•	S	•	L	A	S	•	S
M	I	L	A	N	•	S	•	S	E	L	L	•	T
H	U	E	R	I	•	E	•	P	A	L	E	•	S

ATHLÉTISME / CHINE
(SAUT EN HAUTEUR)
Le vice-champion du monde 2015 Guowei raccroche à 28 ans



Le Chinois Zhang Guowei, vice-champion du monde 2015 de saut en hauteur, a annoncé lundi qu'il mettait un terme à sa carrière à 28 ans alors que les Jeux olympiques de Tokyo ont été reportés d'un an, de 2020 à 2021.

"Je suis désolé, je ne peux vraiment plus sauter, aussi j'ai décidé de prendre ma retraite", a-t-il déclaré sur le réseau social Weibo.

Zhang avait fait sensation en décrochant la médaille d'argent lors des Mondiaux-2015 de Pékin avec un bond à 2,33 m, à un centimètre du Canadien Derek Drouin (2,34 m).

Depuis son explosion au plus haut-niveau en 2015, année durant laquelle il a établi son record personnel à 2,38 m, Zhang, connu également pour ses célébrations exubérantes après chaque saut réussi, n'est jamais revenu à son meilleur niveau. Il a ainsi terminé à la 25e place du concours de saut en hauteur des Jeux olympiques 2016 de Rio, puis a été freiné par des blessures à répétition.

En mars 2019, il avait été suspendu par la Fédération chinoise d'athlétisme pour avoir violé la réglementation sur ses activités commerciales.

APS

BASKET/CORONAVIRUS
Le Français Fournier ne croit plus à la reprise de la NBA

L'arrière français des Orlando Magic, Evan Fournier a admis dimanche qu'il ne croyait plus en la reprise du Championnat NBA, qui a été suspendu le 11 mars dernier en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.



"Je ne sais pas ce qu'il en est pour les autres, mais en ce qui me concerne, je n'y crois plus vraiment. Je vois de moins en moins la saison reprendre", a-t-il indiqué sur Twitter.

"Ici, on commence à peine le confinement. Une reprise en juillet ? C'est dans 4 mois, et il nous faudrait au moins un mois de préparation physique, sans oublier le fait qu'on irait directement en play-offs", a poursuivi Fournier.

Le Français de 27 ans évoque dans son message l'un des scénarios évoqués régulièrement pour la reprise de la saison NBA, à savoir un championnat resserré, avec le début immédiat des play-offs, et des séries se disputant au meil-

leur des trois matchs.

L'arrière du Magic livre en 2019-2020 la meilleure saison depuis son arrivée en NBA, en 2012, avec des moyennes de 18,8 points et 3,3 passes décisives par match.

Au moment de la suspension du Championnat NBA, Orlando était 8e de la conférence Est et était virtuellement qualifié

pour les play-offs. Malgré de strictes mesures de confinement, les Etats-Unis, qui abritent plus de 337.000 cas de Covid-19, ont encore déploré plus de 1.200 morts au cours des dernières 24 heures, l'une des plus fortes hausses quotidiennes, et s'approche désormais de la barre des 10.000 décès.

PUBLICITÉ

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance des citoyens, que des comptes sont ouverts auprès d'Algérie Poste et du Trésor pour recueillir les contributions citoyennes, en monnaie nationale, destinées à soutenir l'effort national de lutte contre le Coronavirus « COVID 19 ».

Trésor : 397-13737 COVID 19 ALGERIE.

CCP : 200 Clé 12 COVID 19 ALGERIE.

Les contributions en devises étrangères peuvent être versées, dans les comptes ci-dessous énumérés :

BEA : COVID 19

Euro : 002001121123000001/46

USD : 002001121123000002/43

GBP : 002001121123000003/40

ALGÉRIE/CLUBS - LIGUE 1/MC ORAN L'entraîneur Mecheri se dit contre l'annulation de la saison

L'entraîneur du MC Oran, Bachir Mecheri, a plaidé lundi pour l'achèvement de l'édition actuelle du championnat de Ligue 1 de football "lorsque les conditions le permettront", se disant contre l'idée d'annuler la saison, actuellement suspendue en raison du coronavirus.

"Certes, tous les indices montrent que le championnat ne va pas reprendre de sitôt, mais personnellement je ne suis pas de l'avis de ceux qui appellent à décréter une saison à blanc", a déclaré Mecheri à l'APS.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) vient de prolonger pour une deuxième période et jusqu'au 19 avril la suspension des compétitions sportives dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du coronavirus.

"En pareille conjoncture que le monde entier traverse, il est insensé bien sûr de parler de football.

Nous prions chaque jour pour qu'on s'en sorte dans les meilleurs délais et avec moins de dégâts, mais j'espère qu'on n'ira pas jusqu'à décréter une saison blanche", a encore dit le technicien du MCO.

Estimant que rien ne remplace la compétition, le même coach a déconseillé, en outre, une éventuelle re-



prise du championnat au mois de Ramadhan, attendu pour le 24 ou 25 avril, "au vu du risque qui pèserait sur la santé des joueurs, d'autant que ces derniers sont inactifs depuis un bon bout de temps".

Une déclaration qui intervient au moment où le directeur général des sports au MJS, Nadir Belayat, a annoncé à l'APS que son département devait contacter à partir de dimanche les Fé-

dérations sportives algériennes, à leur tête celles des sports collectifs, pour discuter des mesures à entreprendre en cas d'annulation pure et simple de la saison actuelle en raison de la pandémie de coronavirus.

Par ailleurs, la direction du MCO a annoncé avoir contribué avec "un montant symbolique" dans l'opération de collecte de fonds pour lutter contre la propagation de la pandémie de

coronavirus, rappelant que la situation financière "très difficile" qu'elle traverse ne lui permet pas "de contribuer avec un apport conséquent".

Pas plus tard que la fin de semaine dernière, le directeur général du club phare de la capitale de l'Ouest du pays, Si Tahar Cherif El Ouezzi, a indiqué que ses joueurs n'ont pas perçu leurs salaires depuis six mois.

MILAN AC Bennacer : «je dois faire encore mieux»

L'international algérien du Milan AC (Serie A), Ismail Bennacer, a affirmé qu'il devait «faire encore mieux» sous les couleurs de son nouveau club qu'il a rejoint durant l'intersaison.

«Lorsque vous voyez le logo de Milan et les sept Ligues des champions sur l'épaule, il est évident que vous voulez bien faire, je sais que je dois faire encore mieux.

Je suis très heureux d'être ici», a déclaré le meilleur joueur de la dernière Coupe d'Afrique des nations au micro de Milan Channel.

L'international algérien, qui a difficilement décroché une place de titulaire en début de saison, a réussi après le départ de Marco Giampaolo à s'imposer comme une pièce maîtresse dans les plans de Stefano Pioli.

Il est désormais considéré comme l'un des meilleurs joueurs du club lombard cette saison.

ALGÉRIE (CORONAVIRUS) Belguidoum : «une période de préparation est nécessaire pour une éventuelle reprise»

Le vice-président de la Ligue de football professionnel (LFP), Farouk Belguidoum, a relevé dimanche l'importance d'accorder aux clubs une période de préparation, dont la durée sera fixée en fonction de la date d'une éventuelle reprise de la compétition, suspendue depuis le 16 mars en raison du nouveau coronavirus (Covid-19).

«C'est tout à fait logique d'accorder aux clubs une période de préparation, par rapport à la date d'une éventuelle reprise, ça va permettre aux joueurs de retrouver l'entraînement collectif et d'éviter les risques de blessures.

Mais on n'en est pas encore là, car pour le moment on ne peut pas se prononcer sur le sujet tant que la situation sanitaire ne le permet pas», a indiqué à l'APS Belguidoum, désigné récemment au poste de vice-président de la Ligue.

Suspendues depuis le 16 mars dernier pour éviter la propagation du Covid-19, les différentes compétitions sportives, dont celles de football, ne vont pas reprendre avant le 19 avril, date prorogée la semaine dernière par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

«Si la suspension s'en lève le 19 avril, et c'est ce que nous espérons tous, il y aura au moins deux semaines de préparation, mais dans le cas où l'arrêt sera prolongé, ce sera très difficile pour les clubs qui vont devoir entamer une préparation à zéro en cas d'une éventuelle reprise», a-t-il ajouté.

Une déclaration qui intervient au moment où le directeur général des sports au MJS, Nadir Belayat, a annoncé à l'APS que son département allait contacter à partir de dimanche les Fédérations sportives algériennes, à leur tête celles des sports collectifs, pour discuter des mesures à entreprendre en cas d'annulation pure et simple de la saison actuelle en raison de la pandémie de coronavirus. Interrogé sur ce sujet, le N.2 de la LFP a refusé de s'y prononcer car cette décision «dépasse les prérogatives de l'instance dirigeante de la compétition».

Enfin, Farouk Belguidoum est revenu sur le don de 10 millions de dinars fait par la LFP au profit du compte d'aide et de solidarité ouvert par la Fédération algérienne (FAF) dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

«Franchement, c'est très difficile de parler football dans le contexte actuel, même si nous nous sommes préparés à tous les scénarios.

Dans le cadre de l'élan de solidarité, la LFP a contribué avec ce geste, et c'est la moindre des choses. Lors de la dernière réunion du Bureau exécutif de la Ligue (tenue mercredi dernier, ndr), le président Abdelkrim Medouar a affirmé que la LFP était prête à mettre tout son budget pour venir en aide aux Algériens», a-t-il conclu.

ALGÉRIE (CORONAVIRUS)

Nechma : «ma vision de la vie ne sera plus la même»

L'entraîneur de l'USM Blida (Div. Amateur) Sofiane Nechma, guéri du nouveau coronavirus (Covid-19), revient sur sa mauvaise expérience, estimant qu'il aura désormais une «nouvelle vision de la vie».

«Je me sens beaucoup mieux, en principe je quitterai l'hôpital demain lundi. Ma femme s'est également rétablie et a déjà quitté El-Kettar (Alger).

Franchement, je me suis dit que j'allais mourir, je ne pouvais même pas respirer. Des symptômes sur lesquels je ne peux pas y revenir, tellement c'était dur à vivre.

Une chose est sûre, je n'aurai plus la même vision de la vie, cette maladie est une sorte de leçon à retenir, je souhaite prompt rétablissement à tous les malades», a-t-il indiqué à l'APS. A l'instar des autres pays du monde, l'Algérie a été également touchée par le Covid-19.

Selon le dernier bilan établi dimanche par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus, 69 nouveaux cas confirmés et 22 nouveaux décès ont été enregistrés, portant le nombre de cas positifs à 1320 et celui des décès à 152 en Algérie. «Le personnel soignant



de l'hôpital était aux petits soins avec tous les malades, nous avons liés des liens forts. Concernant le protocole thérapeutique à base de Chloroquine, il m'a été très utile, du moment que les symptômes ont disparu, je réusissais notamment à parler sans être obligé de prendre mon souffle», a-t-il ajouté.

Interrogé sur une éventuelle reprise de la compétition, lui qui avait rejoint l'USMB au début de l'année, Nechma affirme qu'il ne pensait pas

trop au football. «Je n'ai pas encore remis ma casquette d'entraîneur, ce n'est pas le moment de parler de football ou d'entrevoir le moindre projet.

Tout ce qui m'intéresse pour le moment est que nous puissions sortir de cette crise sanitaire, nous implorons Dieu pour que ce sera le plus rapidement possible».

Nechma n'a pas omis de lancer un appel à la population pour respecter les mesures de prévention élémentaires pour lutter contre le Covid-19, tout en insistant sur le strict respect du confinement, qu'il qualifie de «seule alternative pour stopper la propagation». «Je lance un appel du fond du coeur, notamment aux jeunes, pour ceux qui prennent les choses à la légère devant le danger qui nous guette.

Je leur demande de rester à la maison au maximum, c'est la seule alternative qui existe pour le moment.

Ils doivent comprendre qu'il y a des porteurs sains du virus sans symptômes qui risquent de contaminer leurs parents, généralement assez vulnérables. Le Covid-19 n'est pas une blague, c'est une vraie menace», a-t-il conclu.

CHAMPIONNAT SAOUDIEN

Sanction financière pour Benlamri

Le club de première division saoudienne de football, Al-Shabab, a infligé à son défenseur international algérien Djamel Benlamri une ponction de l'ordre de 40% sur son salaire, pour avoir ouvertement critiqué ses dirigeants à travers les réseaux sociaux, a rapporté di-

manche la presse locale. L'ancien stoppeur de la JS Kabylie et du NA Hussein-Dey avait indiqué en effet sur Instagram que ses actuels employeurs avaient essayé de le forcer à changer de manager et de faire une déclaration officielle, dans laquelle il exprime ouvertement son désir de

changer de club. Ce qui, selon lui, était «une mise en scène» destinée à faciliter son transfert vers un autre club. Une sortie qui, cependant, n'a pas été du goût des dirigeants d'Al-Shabab, lesquels ont réagi deux jours plus tard en lui infligeant cette importante sanction financière qui,

selon la presse saoudienne, représenterait 40% de son salaire. Benlamri n'en est pas à son premier clash avec la direction d'Al-Shabab, puisqu'il avait déjà boudé l'équipe il y a quatre mois, avant de revenir à de meilleurs sentiments.

APS

SERIE A ITALIENNE (CORONAVIRUS)

La compétition pourrait se terminer en octobre

Le président de la fédération italienne de football Gabriele Gravina, a insisté, dimanche, sur le fait que la saison du championnat de Serie A devait absolument se terminer, quitte à ce qu'elle se conclue «en septembre ou en octobre», alors qu'elle est suspendue depuis un mois en raison du nouveau coronavirus (Covid-19).

«Est-ce qu'on pourrait terminer en septembre ou octobre ? C'est une des hypothèses. Ça pourrait permettre de maintenir la saison 2019-2020, mais aussi la saison 2020-2021», a-t-il indiqué sur le plateau de l'émission «Domenica Sportiva», sur la chaîne publique la Rai.

A l'instar des plus grands championnats européens, la Serie A est suspendue depuis le 9 mars, en raison de la propagation du Covid-19, dont le bilan a dépassé la barre de 10.000 morts en Italie.

Pour atteindre cet objectif, Gabriele Gravina avance la date du 17 mai comme une date possible de reprise des compétitions, mais il envisage également que la conclusion de l'exercice 2019-2020 soit repoussée à un horizon lointain.

Le dirigeant du football italien explique par ailleurs que si la saison n'allait pas jusqu'à son terme, alors le football italien «roulerait sous une avalanche de litiges. On prendrait le risque que le championnat se joue dans les tribunes», a-t-il averti.

ALLEMAGNE

Le Bayern Munich reprend l'entraînement lundi

Les joueurs du Bayern Munich vont reprendre l'entraînement lundi «par petits groupes», a indiqué dimanche le club bavarois, pour la première fois depuis que la Bundesliga a été suspendue en raison du coronavirus.

«L'équipe première du Bayern Munich va retourner à l'entraînement par petits groupes», a indiqué le club dans un communiqué. «Cela sera fait en coordination avec la politique du gouvernement et des autorités compétentes.

Il va sans dire que toutes les règles d'hygiène seront strictement observées», a ajouté le club, en tête du classement de la Bundesliga avant l'interruption de la compétition le 13 mars. Le club appelle ses supporters à «continuer de suivre les instructions des autorités. Par conséquent ne venez pas, s'il vous plaît, au centre d'entraînement du Bayern». Plus de 1.000 personnes sont mortes en Allemagne du Covid-19.

APS

ANGLETERRE (CORONAVIRUS)

Pas de chômage partiel pour Manchester City

Manchester City (Premier league anglaise de football), où évolue l'ailier international algérien Riyad Mahrez, a affirmé dimanche qu'il n'allait pas adopter le chômage partiel, instauré par le gouvernement britannique en raison des conséquences économiques liées à la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Alors que cinq clubs de Premier League (Liverpool, Tottenham, Newcastle, Norwich et Bournemouth) ont annoncé ces derniers jours avoir mis leur personnel non-joueur en chômage partiel, Manchester City ne compte pas le faire.

«Nous pouvons confirmer, à la suite d'une décision du président et du conseil d'administration la semaine dernière, que Manchester City n'utilisera pas le programme de chômage partiel du gouvernement, mis en place en raison du coronavirus», a déclaré le club mancunien. Le dispositif du gouvernement prévoit la

prise en charge à 80% des revenus du salarié jusqu'à 2.500 livres par mois (soit 2.800 euros).

Les 20% restants étant parfois pris en charge par le club, à l'image de Liverpool.

Le recours à cette mesure par certains clubs de l'élite fortunés dont Liverpool 1, actuel leader du championnat, qui a annoncé en février des bénéfices avant impôts de 42 millions de livres (47 millions d'euros) pour 2018-2019, a suscité samedi de nombreuses critiques parmi lesquelles celles des anciens «Reds» Jamie Carragher et Stan Collymore.



La Fédération de football du Burundi décide la poursuite de ses championnats

La Fédération de football du Burundi (FFB), réunie en assemblée générale extraordinaire dimanche à Bujumbura, a décidé la poursuite de ses championnats de 1re et 2e divisions, a annoncé la FFB sur son compte Twitter officiel.

Cette assemblée réunissant le Comité exécutif de la FFB, les présidents des clubs de 1re et 2e divisions, le ministre de la Santé publique, Thaddée Ndikumana, devait statuer sur la poursuite ou non du championnat au vu «de la situation qui prévaut après la déclaration des cas de Covid 19 au Burundi.

Thaddée Ndikumana, qui a annoncé la découverte de trois premiers cas avérés de coronavirus au Burundi cette semaine, a recommandé la poursuite du champion-

nat en mettant en place «des mesures de prévention comme le lavage des mains et la prise de température des spectateurs avant leur entrée dans les stades».

«La Primus ligue (1re division) continue à être jouée, (tout) en tenant compte de la menace du Covid 19», a annoncé en kirundi (langue nationale) le président de la FFB et président du Sénat burundais, Réverien Ndikuriyo.

Le Burundi reste donc l'un des rares pays au monde, avec le Bélarus et le Tadjikistan, où le football continue.

«Quelques voix très minoritaires ont tenté d'expliquer le bien fondé de suspendre le championnat comme presque tous les états du monde l'ont fait, certains ont soutenu la décision venue d'en haut alors que

d'autres ont eu peur d'exprimer ce qu'ils pensent», a expliqué un des présidents de clubs, sous couvert d'anonymat. «Le président de la FFB a dit que tout club qui ne va pas jouer aura un forfait et subira d'autres sanctions», a poursuivi la même source.

Le Burundi avait assuré jusqu'ici qu'il était préservé du coronavirus «par la volonté de Dieu à qui il a donné la première place». Le pays, censé organiser des élections générales en mai, a pris des mesures de restrictions comme la suspension la semaine dernière des vols internationaux.

Mais la campagne électorale suit son cours et la population vague normalement à ses occupations (messes, marchés ouverts...), contrairement à ses voisins de l'Ouganda ou du Rwanda.

PREMIER LEAGUE

Jesse Lingard dans le viseur d'Arsenal

Le club londonien d'Arsenal souhaite recruter lors du mercato estival le jeune joueur de Manchester United, Jesse Lingard, pour renforcer son milieu de terrain en vue de la saison prochaine, rapporte dimanche la presse locale.

«En perte de vitesse du côté

de Manchester United, Jesse Lingard a perdu la confiance de son entraîneur. Après plus d'un an sans marquer de but, le petit meneur anglais ferait bien de changer d'air.

Et sa prochaine destination se trouve peut-être à Londres», selon la même source. Après

une saison 2018-2019 assez poussive, le jeune Anglais se retrouve encore plus en difficulté cette année. Pour le moment, il n'a inscrit aucun but et délivré aucune passe décisive en Premier League durant l'actuel exercice. «C'est l'histoire d'une cote qui ne cesse de chu-

ter. A ses débuts à Manchester, Lingard était présenté comme un futur crack, à l'instar de son coéquipier Marcus Rashford», ajoute-t-on encore. Avec une valeur marchande retombée à 22 millions d'euros, Lingard est un pari «peu coûteux», selon les médias anglais.

ANGLETERRE

Wayne Rooney dénonce les critiques lancées contre les footballeurs

L'attaquant Wayne Rooney, ancien capitaine de l'Angleterre, a affirmé dimanche que les footballeurs professionnels, fustigés par certains membres du gouvernement et une partie de l'opinion pour tarder à accepter de baisser leurs salaires, sont «des cibles faciles».

«Si le gouvernement me contacte afin que j'aide financièrement les infirmiers ou que je finance l'achat de respirateurs, je serais fier de le faire, tant que je sais où va l'argent», déclare dans une chronique du Sunday Times l'ancien avant-centre de l'Angleterre, évoluant aujourd'hui, à 34 ans, en deuxième division à Derby County.

Mais «la façon dont les choses se sont déroulées est une honte», estime l'ancienne gloire de Manchester United.

«Selon moi, c'est une situation sans issue», ajoute Rooney, pour qui la pression publique exercée sur les joueurs professionnels en Angleterre est inutile.

«Je suis dans une situation qui me permet de lâcher quelque chose, ce qui n'est

pas le cas de tous les footballeurs. Et subitement, l'ensemble de la profession a été mis sur la sellette avec une demande de réduction de salaires de 30% dans tous les domaines. Pourquoi les footballeurs sont-ils soudainement les bœufs émissaires ?», s'offusque l'attaquant.

«Quelle que soit notre manière de voir les choses, nous sommes des cibles faciles», lâche-t-il.

L'annonce mardi par Tottenham de la réduction des salaires, voire de mise au chômage partiel en profitant des mesures gouvernementales, de son personnel non-joueur sans que celui de l'effectif ou du staff ne soient touché, a mis le feu aux poudres.

Mercredi, la direction de Bournemouth, après avoir décidé de placer 50 de ses salariés au chômage technique pour au moins trois semaines, annonçait que le président du club, Neill Blake, l'entraîneur de l'équipe première Eddie Howe et son entraîneur assistant Jason Tindall avaient accepté volontairement des baisses de sa-

laire conséquentes, pour aider le club dans la crise financière provoquée par le coronavirus.

Jeudi, le ministre britannique de la Santé, Matt Hancock, a invité les joueurs à prendre leur part de l'effort national.

Des propos exprimant bien «le point de vue du gouvernement», selon un porte-parole du Premier ministre.

La Premier League a réagi vendredi en annonçant, au terme d'une réunion de tous ses actionnaires, que «les clubs de Premier League ont décidé à l'unanimité de consulter les joueurs au sujet d'un ensemble de mesures combinant une réduction et un report conditionnels des salaires pour un total représentant 30% du montant annuel».

Si aucun accord n'a encore été trouvé en Angleterre, en Espagne, les joueurs du FC Barcelone et de l'Atlético Madrid ont accepté des réductions de 70% tandis que les stars des champions italiens de la Juventus recevront un montant réduit pour les quatre prochains mois.

Un cadavre anglais serait fixé pour Jadon Sancho

Sous contrat avec le Borussia Dortmund jusqu'en 2022, Jadon Sancho ne devrait pas honorer son contrat. L'ailier anglais est de nouveau pisté par de grosses écuries d'Europe. Un retour en Premier League semble le scénario le plus proche de la réalité. Chelsea, Liverpool et Manchester United sont à l'affût. D'après les dernières informations du Sun, Jadon Sancho donnerait la priorité à Manchester United. L'ailier de 20 ans voudrait sans doute faire mal aux Cityzens chez qui il a été formé. Au-delà de cette petite revanche, les Reds Devils lui proposeraient un salaire hebdomadaire estimé à 450 000 euros.



AURIER VEUT REVENIR À PARIS

Poussé dehors à l'été 2017 par la direction du PSG, après des casseroles et notamment un periscope où il a insulté Laurent Blanc un an plus tôt, Serge Aurier a rebondi à Tottenham où il tente, depuis 2 ans et demi, de s'installer comme un titulaire indiscutable. Interrogé par visio par nos confrères de Canal+ Sport Afrique, Serge Aurier a confié qu'il souhaitait terminer sa carrière au Parc des Princes.

«Revenir à Paris ? C'est même le projet. J'aimerais bien finir à Paris.

C'est mon club de cœur. J'aurais bien voulu avoir beaucoup plus d'amour, que ce soit des journalistes ou du peuple parisien. J'ai l'impression d'avoir un sentiment d'inachèvement. C'est mon club depuis tout petit, j'allais voir des matchs au Parc. C'était un rêve pour moi de venir à Paris et, pour moi, le rêve n'est pas terminé. Si je dois finir ma carrière à Paris, ce sera avec plaisir. J'aurais pu rester toute ma carrière à Paris, ça ne m'aurait pas dérangé» avoue Aurier, qui a grandi à Sevran en banlieue parisienne. «Quand tu joues dans ton club de cœur, tu n'as pas d'envies d'ailleurs ou de regrets. Il y a des joueurs qui ont presque fait toute leur carrière dans ce club parce que c'est l'amour. Ce n'est pas une question d'argent. J'ai toute ma famille à Paris, je suis Parisien, je ne peux pas rêver mieux. Après, aujourd'hui, je fais ma petite carrière ailleurs, j'essaie d'être le meilleur un peu partout. Je suis le PSG de loin, mais ça reste mon club et ça ne bougera pas».

PJANIC DISPOSÉ À PARTIR ?

Le club de la Juventus de Turin serait partant pour laisser partir son milieu de terrain Miralem Pjanic au prochain mercato.

Selon le média italien CalcioMercato, Miralem Pjanic pourrait partir de la Juventus au prochain mercato estival. Le bosniaque est un titulaire indiscutable au sein des Bianconeri, lui qui a rejoint le club à l'été 2016 en provenance de l'AS Roma. Le club de la Vieille Dame serait finalement enclin à le laisser partir après avoir été contre son départ. Les dirigeants pourraient laisser partir le numéro 5 contre un chèque de 50 millions d'euros.

Ce n'est pas une surprise. Le club de la capitale montre un fort intérêt pour le milieu international bosniaque, et ce depuis plusieurs années maintenant. C'est ce qui a confirmé son ami et ancien coéquipier à la Juventus et à la Roma, Mehdi Benatia, lors d'une interview accordée à Tuttosport. « Il y a le PSG qui s'intéresse à lui. Après, on sait que les choses peuvent changer, le club peut décider de le vendre. » Le Paris-Saint-Germain lui a déjà fait des propositions dans le passé mais il les avait toutes refusées. Cet été sera-il le bon moment pour Miralem Pjanic de partir ?

Le prix de Fabian Ruiz fixé

Il y a quelques jours, Fabian Ruiz a célébré ses 24 ans en pleine période de confinement. Malgré un contrat courant jusqu'en juin 2023 à Naples, le milieu de terrain pourrait ne plus jamais porter le maillot du club italien. Recruté en 2018, l'Espagnol s'est rapidement imposé en Italie et ses qualités ont été remarquées par les plus grands clubs européens. Malgré une saison 2019-2020 moins convaincante, son talent reste indéniable et l'intérêt de ses courtisans n'a pas diminué.

Parmi ceux-là, le Real Madrid et le FC Barcelone sont les deux clubs dont le nom revient avec insistance. Or, le joueur ne serait pas opposé à un départ et les Partenopei pourraient accepter un transfert. Alors que sa valeur est estimée entre 90 et 120 millions d'euros par le CIES, la Gazzetta dello Sport révèle que le club napolitain aurait fixé son prix à 60 millions d'euros, soit le double de son prix d'achat. Les intéressés savent à quoi s'en tenir.



Pogba, priorité au Real

Très peu en vue ces derniers mois en raison de blessures récurrentes, Paul Pogba (27 ans, 7 matchs en Premier League cette saison) ne désire pas poursuivre son aventure à Manchester United. En effet, AS confirme la volonté du milieu de terrain français de rejoindre le Real Madrid, où Zinedine Zidane espère toujours l'attirer dans ses filets. Sous contrat jusqu'en juin 2021, le champion du monde tricolore a l'espoir que ses dirigeants n'activent pas l'option d'une année figurant dans son bail. Une clause que les décideurs anglais ont la possibilité d'utiliser unilatéralement, chose que Pogba redoute. Avec la crise de coronavirus et les pertes financières qui en découlent, l'ancien joueur de la Juventus bénéficiera-t-il de ce traitement de faveur ?

Willian est très pessimiste sur son contrat

Le milieu de terrain offensif de Chelsea, Willian, a effectué un nouveau point sur sa situation avec le club londonien. Lors d'un entretien à Expediente Fútbol, le footballeur brésilien de 31 ans a confirmé que les discussions avec sa direction étaient au point mort au sujet de la prolongation de son bail. «Tout le monde sait que mon contrat se termine maintenant dans quelques mois. La prolongation sera quelque chose de très difficile à obtenir. C'est très difficile de le renouveler car Chelsea me propose deux ans et j'en veux trois et c'est tout. Nous n'avons pas reparlé, nous n'avons pas négocié à nouveau.» L'ancien joueur du Shakhtar Donetsk pourrait rester de l'autre côté de la Manche, puisque Tottenham et Arsenal seraient intéressés par son recrutement.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

Abdelmadjid TAREB

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

CORONAVIRUS

Instruction du Premier ministre pour de meilleures conditions de gestion des dons

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a émis dimanche une instruction à l'adresse des membres du gouvernement et des walis à l'effet d'assurer "les meilleures conditions d'encadrement et de gestion des dons" issus de l'élan de solidarité exprimé par les particuliers et les opérateurs économiques aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger pour lutter contre la propagation du coronavirus.

"En application des directives de Monsieur le Président de la République, le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad, a émis une instruction à l'adresse des membres du gouvernement et des walis, à l'effet d'assurer les meilleures conditions d'encadrement et de gestion des dons issus de l'élan de solidarité exprimé par les particuliers, les opérateurs économiques ainsi que par diverses parties intéressées, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger", précise un communiqué des services du Premier ministre. "Concernant les ressortissants algériens à l'étranger, les partenaires économiques de l'Algérie, les associations et Organisations non gouvernementales (ONG) étrangères souhaitant effectuer des dons, ils seront orientés vers les postes consulaires et diplomatiques qui auront pour missions de recenser ces dons et d'arrêter les modalités de leur acheminement après en avoir informé le Ministère des Affaires Etrangères", ajoute la même source.

Il est souligné par ailleurs, qu'outre les contributions en numéraires qui seront versées sur les comptes dédiés à cet effet, les dons en nature se verront orientés en priorité pour satisfaire les besoins exprimés par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, notamment pour les matériels et équipements médicaux dont une liste est portée en annexe à l'instruction". S'agissant des dons à l'intérieur du pays, et "après avoir encouragé les initiatives engendrées par l'élan de solidarité exprimé par l'ensemble des composantes de la société, l'instruction s'attache, précise-t-on, à définir les règles devant présider à l'harmonisation, sur le terrain, de l'action des pouvoirs publics et de tous les acteurs impliqués", conformément à une démarche claire. Au sujet des matériels et équipements médicaux, "tous les dons relevant de cette catégorie doivent être acheminés vers la Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) qui en assurera le stockage et la comptabilité sous la supervision du ministère de la Santé. Ce dernier communiquera aux wilayas les lieux de stockage et veillera à la distribution des dons selon les priorités nationales arrêtées", précisent les services du Premier ministre. Concernant les autres dons en nature, "l'encadrement de l'opération de recensement de ces dons, leur stockage et leur distribution au niveau local est du ressort, indique le communiqué, du wali territorialement compétent qui mettra en place un module dédié au sein de la commission de wilaya". "Les départements ministériels recevant

des dons en nature doivent aviser la cellule nationale de crise à travers son module dédié qui en fixe la destination", ajoute la même source. Il est indiqué en outre, que la distribution des dons en nature se fera, "en priorité, au profit des familles nécessiteuses préalablement identifiées au moyen du dispositif initié sous le contrôle des ministères de l'Intérieur et de la Solidarité nationale et associant les comités locaux installés conformément à l'instruction du Premier ministre précédemment émise à cet effet".

"Par ailleurs, à titre exceptionnel, le ministère du Commerce et les responsables des services de sécurité ont été instruits en vue de mettre les produits alimentaires, d'entretien et d'hygiène non périssables et ayant fait l'objet de saisie à la disposition des walis dans le cadre du même dispositif", précise la même source. Enfin, et "partant du constat que la distribu-



tion des dons en nature renvoie parfois des images attentatoires à la dignité des citoyens nécessitent en provoquant des regroupements aussi anarchiques que dangereux pour leur santé, les walis ont été instruits en vue de sensibiliser les autorités locales, ainsi que toute la chaîne de solidarité impliquée, à l'effet de banir ce genre de pratiques", indique le communiqué. A ce titre, "il appartient aux responsables locaux de privilégier, en toutes circonstances, le mode de distribution directe, sur les lieux de résidence des familles ciblées". Dans le même sillage, et "pour éviter toute forme de stigmatisation des personnes, des familles et notamment des enfants en situation de précarité sociale, ces mêmes responsables sont appelés à mettre fin à la médiatisation des opérations de distribution de produits", conclut le communiqué des services du Premier ministre.

avec la corporation de la presse en Algérie. Des ateliers seront dédiés à la mise en place d'un cadre juridique pour les activités de la presse électronique, l'édition et la publicité, les chaînes de télévision privées et l'activité publicitaire. En son côté, M. Ounoughi a indiqué qu'il "s'attèlera à relever le défi et à œuvrer avec célérité à l'accomplissement de la mission qui lui est confiée, à savoir l'assainissement du secteur des forces illégales" en coordination avec la famille du secteur, appelant toutes les parties à "la solidarité absolue pour atteindre cet objectif". M. Ounoughi avait occupé le poste de conseiller auprès du ministère de la Communication. Il avait occupé plusieurs postes de responsabilité dans la presse nationale.

COMMUNICATION

M. Larbi Ounoughi installé dans ses nouvelles fonctions de P-dg de l'ANEP

Le nouveau Président-directeur général (P-dg) de l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP), Larbi Ounoughi a été installé, lundi à Alger, dans ses nouvelles fonctions, en remplacement de Mme Assia Baz, dont il a été mis fin aux fonctions de Directrice générale par intérim. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère de la Communication en présence du ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer. Après avoir félicité le nouveau P-dg de l'ANEP, M. Belhimer a réitéré l'engagement qu'il a pris depuis son arrivée d'engager une refonte globale du système d'information et d'organiser 10 ateliers pour l'examen des différents aspects, dans le cadre du partenariat et du dialogue permanent



avec la corporation de la presse en Algérie. Des ateliers seront dédiés à la mise en place d'un cadre juridique pour les activités de la presse électronique, l'édition et la publicité, les chaînes de télévision privées et l'activité publicitaire. En son côté, M. Ounoughi a indiqué qu'il "s'attèlera à relever le défi et à œuvrer avec célérité à l'accomplissement de la mission qui lui est confiée, à savoir l'assainissement du secteur des forces illégales" en coordination avec la famille du secteur, appelant toutes les parties à "la solidarité absolue pour atteindre cet objectif". M. Ounoughi avait occupé le poste de conseiller auprès du ministère de la Communication. Il avait occupé plusieurs postes de responsabilité dans la presse nationale.

SOLIDARITÉ

Les officiers-général et les officiers-supérieurs de l'ANP font don d'un mois de leurs salaires (MDN)

Les officiers-général et les officiers-supérieurs de l'Armée nationale populaire (ANP) ont convenu de faire un don d'un mois de leurs salaires et ce, dans le cadre de la contribution des personnels de l'ANP aux efforts nationaux visant à amortir les répercussions de la crise sanitaire sur le front social et sur le niveau de vie des citoyens en général, suite à la pandémie du nouveau Coronavirus, indique lundi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Dans le sillage de la

contribution des personnels de l'Armée nationale populaire aux efforts nationaux visant à amortir les répercussions de la crise sanitaire sur le front social et sur le niveau de vie des citoyens en général, suite à la pandémie du nouveau Coronavirus, les officiers-général et les officiers-supérieurs de l'ANP ont convenu de faire un don d'un mois de leurs salaires, qui sera versé sur les comptes de solidarité COVID-19 ouverts à cet effet", précise la

même source. Cette "initiative lancée par Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, traduit l'esprit de cohésion, de solidarité et de fraternité qui distinguent le peuple Algérien et confirme une fois de plus la position inébranlable de l'ANP avec le peuple sur le même front pour surpasser cette crise dans les meilleurs délais et avec les moindres séquelles", ajoute le MDN.

Les walis font don d'un mois de leurs salaires

Les walis de la République ont décidé de faire don d'un mois de leurs salaires dans le cadre de l'élan de solidarité initié contre la pandémie de coronavirus (Covid-19), a indiqué dimanche un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. "Dans le cadre de l'élan de solidarité contre la pandémie de coronavirus (Covid-19), les walis ont, à leur tour, exprimé leur

disposition à contribuer à travers un don d'un mois de leurs salaires", lit-on dans le communiqué, soulignant que cette démarche vient affirmer leur participation à l'effort national en tant qu'agents de l'Etat et citoyens algériens. Cette contribution financière "intervient pour renforcer l'effort de solidarité nationale et l'esprit d'entraide sociale visant à surmonter cette circonstance de crise sanitaire et réduire ses conséquences".

TRANSPORT

Les nouveaux montants des redevances de survol des aéronefs fixés (JO)

Un nouveau décret exécutif fixant les taux et montants des redevances aéronautiques, ainsi que les modalités de leur répartition, a été publié au journal officiel N 19. Signé par le premier ministre, Abdelaziz Djerad, le 28 mars 2020, le décret exécutif a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n 01-112, du 11 Safar 1422 correspondant au 5 mai 2001, notamment son article 3 concernant les redevances de survol des aéronefs.

A cet effet, les redevances de sur-

vol des aéronefs sont fixées à 4,636 l'unité de service pour le trafic international, tandis qu'elles restent inchangées pour le trafic national, note le document. Ces redevances sont perçues par l'établissement national de navigation aérienne (ENNA), souligne le texte, précisant que leur répartition est fixée comme suit : 75% du montant de la redevance au profit de l'ENNA, 18% au profit de l'office national de la météorologie (ONM) et 7% au profit de l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC).

EXTENSION DU CONFINEMENT

Naftal rassure sur la disponibilité des produits pétroliers

La Société nationale de commercialisation de produits pétroliers (Naftal) continuera d'approvisionner normalement le marché en produits pétroliers, en dépit de l'extension des mesures du confinement, a rassuré dimanche le directeur de la communication de la société, Djamel Cherdoud. A la lumière des dernières décisions prises par le Gouvernement, notamment l'extension du confinement partiel à toutes les wilayas, ainsi que le rallongement de ses horaires pour certaines, "Naftal réaffirme que ces mesures n'ont aucun impact sur la distribution des produits pétroliers", a indiqué M. Cherdoud à l'APS. Précisant que Naftal a pris "toutes les dispositions pour répondre à la demande nationale en carburants et en gaz butane", le responsable a souligné que "cette disponibilité est rendue possible grâce à la particularité de l'activité de la distribution des produits pétroliers, notamment la flexibilité dans le schéma de distribution qui permet à l'entreprise de s'adapter à n'importe quelle situation pouvant survenir suite à des décisions pareilles". Pour rappel, la mesure de confinement partiel (19h-07h) sera étendue à l'ensemble des wilayas du pays à partir d'aujourd'hui. Le volume horaire de confinement a été rallongé pour être désormais compris entre 15h00 de l'après-midi et 07h00 du matin pour neuf (9) wilayas : Alger, Oran, Bejaïa, Sétif, Tizi-Ouzou, Tipaza, Tlemcen, Aïn Defla et Médéa. La wilaya de Blida, quant à elle, demeure soumise à une mesure de confinement total.